



LES ORIENTATIONS DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE D'AMÉNAGEMENT

La protection du territoire et des activités agricoles

Document complémentaire révisé

Décembre 2001



Ce document a été préparé par la Direction de l'aménagement et du développement local du ministère des Affaires municipales et de la Métropole, avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et du ministère de l'Environnement.

Dépôt légal - 4^{ème} trimestre 2001
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN : 2-550-38634-5

© Gouvernement du Québec, 2001

TABLE DES MATIÈRES

Mot de la ministre

Introduction

LES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES RELATIVES À LA
PROTECTION DU TERRITOIRE ET DES ACTIVITÉS AGRICOLES 3

1. Les objectifs et les exigences du régime de protection du
territoire et des activités agricoles et ses modifications
récentes..... 5

2. L'agriculture : un outil de développement local à prioriser..... 7

3. Des enjeux et des défis communs 8

4. La MRC : une protagoniste en matière d'aménagement du
territoire agricole, de développement du milieu rural et de
concertation..... 9

5. La connaissance du territoire agricole : une des pierres
d'assise de la planification de l'aménagement et du
développement de la zone agricole 9

6. L'orientation gouvernementale et ses objectifs..... 11

◆ Orientation

Planifier l'aménagement et le développement du
territoire agricole en accordant la priorité aux activités et
aux exploitations agricoles en zone agricole, dans le
respect des particularités du milieu, de manière à
favoriser, dans une perspective de développement
durable, le développement économique des régions 12

◆ Objectif général

Privilégier une démarche consensuelle avec les acteurs
concernés par l'aménagement et le développement du
territoire agricole afin de trouver des solutions adaptées
aux particularités du milieu et acceptables localement 12

◆ 1^{er} Objectif

Assurer la pérennité d'une base territoriale pour la
pratique de l'agriculture..... 12

◆ 2^{ème} Objectif

Dans une perspective de développement durable, favoriser la protection et le développement des activités et des exploitations agricoles en zone agricole 19

◆ 3^{ème} Objectif

Planifier, en concertation avec le milieu, des actions de développement des activités et des exploitations agricoles en zone agricole 29

Annexe - Une participation active du comité consultatif agricole à la planification de l'aménagement et du développement de la zone agricole 33

LES PARAMÈTRES POUR LA DÉTERMINATION DES DISTANCES SÉPARATRICES RELATIFS À LA GESTION DES ODEURS EN ZONE AGRICOLE..... 35

Note

Modèle de gestion des odeurs..... 39

1. Objet..... 39

2. Définitions..... 39

3. Distances séparatrices relatives aux installations d'élevage 40

4. Reconstruction, à la suite d'un sinistre, d'un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis 41

5. Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des engrais de ferme situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage 42

6. Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme 42

7. Adaptations 43

Annexes

Annexe A - Nombre d'unités animales (paramètre A) i

Annexe B - Distances de base (paramètre B) ii

Annexe C - Coefficient d'odeur par groupe ou catégorie d'animaux (paramètre C)vii

Annexe D - Type de fumier (paramètre D) viii

| | |
|--|------|
| Annexe E - Type de projet (paramètre E)..... | viii |
| Annexe F - Facteur d'atténuation (paramètre F) | ix |
| Annexe G - Facteur d'usage (paramètre G) | ix |
| Annexe H - Normes de localisation pour une installation d'élevage ou un ensemble d'installations d'élevage au regard d'une maison d'habitation, d'un immeuble protégé ou d'un périmètre d'urbanisation exposés aux vents dominants d'été | x |
| Quelques exemples de calcul de distances séparatrices | xiii |

MOT DE LA MINISTRE

Avec l'entrée en vigueur de la *Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives*, le 21 juin dernier, le gouvernement consolidait le cadre législatif régissant le régime de protection du territoire et des activités agricoles de manière à assurer l'atteinte des objectifs visés et à en favoriser une mise en application accélérée.

Pour compléter ses engagements, le gouvernement a procédé à l'actualisation de ses orientations en matière de protection du territoire et des activités agricoles. Ces orientations révisées sont le fruit, d'une part, d'une démarche concertée entre les ministères de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, de l'Environnement et des Affaires municipales et de la Métropole et, d'autre part, d'un travail de partenariat avec les représentants de ces milieux pour dégager un consensus.

Les orientations gouvernementales révisées s'inscrivent en continuité avec celles qui avaient été publiées en 1997. Elles clarifient les règles applicables de manière à permettre l'établissement des conditions nécessaires au développement des activités agricoles tout en favorisant la cohabitation harmonieuse, de même qu'en assurant la complémentarité des actions et des rôles des divers intervenants concernés. Elles permettent aux MRC de connaître la teneur des attentes gouvernementales et d'en tenir compte dans l'élaboration des règlements de contrôle intérimaire, la révision des schémas d'aménagement ou leur modification, ainsi que lors de l'examen de la conformité de la réglementation municipale. Ces orientations révisées reconnaissent au milieu municipal un rôle majeur pour assurer la pérennité et le dynamisme du territoire et des activités agricoles ainsi que pour dégager, en concertation avec les intervenants agricoles et socio-économiques de leur milieu, des solutions adaptées aux problématiques et aux défis de l'aménagement de la zone agricole.

Il appartient désormais aux municipalités régionales de comté de planifier l'aménagement et le développement de leur territoire en s'appropriant ces orientations et en relevant le défi de favoriser un développement harmonieux, équilibré et intelligent de leur zone agricole qui soit garant du maintien de la cohésion sociale et de la prospérité des communautés rurales.

La ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole,

LOUISE HAREL

INTRODUCTION

En juin 1997, par l'entrée en vigueur de la *Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection des activités agricoles* (L. Q., 1996, chapitre 26), le gouvernement attribuait une reconnaissance accrue à la municipalité régionale de comté¹ (MRC) eu égard à l'aménagement de la zone agricole. Pour y donner suite, il publiait des orientations d'aménagement relatives à la protection du territoire et des activités agricoles². Ces orientations, qui s'inscrivaient en complémentarité aux documents publiés en 1994³ et en 1995⁴, constituaient un des éléments majeurs pour la mise en œuvre du régime de protection du territoire et des activités agricoles.

Des problèmes liés notamment à l'application des règles en matière de distances séparatrices destinées à assurer l'harmonisation des usages agricoles et non agricoles ont rapidement été constatés. À la suite de nombreux efforts consentis par les intervenants ministériels, municipaux et agricoles pour trouver des solutions à ces problèmes, la *Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives* (L. Q., 2001, chapitre 35) est entrée en vigueur le 21 juin 2001.

Cette loi requiert des modifications aux orientations gouvernementales en matière de protection du territoire et des activités agricoles qui ont été transmises aux MRC et aux municipalités locales en juin 1997. Le présent document intègre ces modifications et remplace le document complémentaire publié en juin 1997. Ces orientations gouvernementales s'appliquent à tout territoire comprenant une zone agricole établie en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*.

Outre la refonte des paramètres pour la détermination des distances séparatrices relatifs à la gestion des odeurs en zone agricole, les modifications apportées aux orientations gouvernementales visent principalement à clarifier les attentes quant à la planification de l'aménagement de la zone agricole exigée de la MRC, à prévoir le recours au zonage des productions agricoles pour les nouvelles exploitations à certaines conditions, à rappeler la finalité d'un règlement portant sur un plan d'implantation et d'intégration architecturale, à définir les règles applicables à l'extension d'un périmètre d'urbanisation en zone agricole et à clarifier les rôles respectifs du gouvernement et de la Commission de protection du territoire agricole du Québec en pareil cas.

¹ Comprend également une ville ayant le statut de MRC et les communautés urbaines existantes jusqu'au 31 décembre 2001.

² Gouvernement du Québec. *Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - La protection du territoire et des activités agricoles*. Document complémentaire. Ministère des Affaires municipales et de la Métropole, Direction de l'aménagement et du développement local. Juin 1997.

³ Gouvernement du Québec. *Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - Pour un aménagement concerté du territoire*. Ministère des Affaires municipales, Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Juin 1994.

⁴ Gouvernement du Québec. *Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - Pour un aménagement concerté du territoire*. Document complémentaire. Ministère des Affaires municipales, Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Juillet 1995.

Le document comprend deux parties. La première présente les objectifs, les exigences et les modifications du régime de protection du territoire et des activités agricoles. Y sont ensuite rappelés les éléments portant sur l'agriculture comme outil de développement à prioriser, les enjeux et les défis posés par le développement des activités et des exploitations agricoles et le rôle important de la MRC en matière d'aménagement, de développement et de concertation. Une des sections aborde la connaissance du territoire agricole comme l'une des pierres d'assise de la planification de l'aménagement et du développement de la zone agricole. Dans cette optique, une annexe est consacrée à la contribution que le comité consultatif agricole pourrait apporter à cette planification. Finalement, cette première partie vient préciser l'ensemble des attentes gouvernementales qui sont rattachées aux orientations et aux objectifs poursuivis. Quant à la deuxième partie, elle porte sur les paramètres pour la détermination des distances séparatrices relatifs à la gestion des odeurs en zone agricole.

**LES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES
RELATIVES À LA PROTECTION DU TERRITOIRE ET
DES ACTIVITÉS AGRICOLES**

1. Les objectifs et les exigences du régime de protection du territoire et des activités agricoles et ses modifications récentes

En matière d'aménagement du territoire, et plus particulièrement à l'égard de la zone agricole, la *Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection des activités agricoles* a attribué, en 1997, de nouvelles responsabilités à la MRC. Ces responsabilités doivent être exercées avec les objectifs de favoriser l'utilisation prioritaire du sol à des fins d'activités agricoles, d'assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture et, dans une perspective de développement durable, de favoriser la protection et le développement des activités et des exploitations agricoles. La MRC doit également déterminer les orientations d'aménagement et les affectations du sol qu'elle estime appropriées pour assurer, en zone agricole, la compatibilité des normes d'aménagement et d'urbanisme avec l'objectif visant l'utilisation prioritaire du sol à des fins d'activités agricoles de même que la cohabitation harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles.

Depuis le 21 juin 2001, la *Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives* ajoute à ces objectifs la capacité, pour certaines exploitations agricoles, d'accroître leur cheptel, sous certaines conditions, ainsi que des incitatifs pour favoriser l'application diligente du régime de protection du territoire et des activités agricoles selon son objet et son esprit véritables.

- ✓ L'attribution d'un droit de développement à certaines exploitations agricoles existantes

Le droit de développement consenti à certaines exploitations agricoles autorise les établissements d'élevage existant le 21 juin 2001 à accroître leur cheptel d'au plus 75 unités animales sans toutefois que le résultat de cette augmentation n'excède 225 unités animales. Ce droit s'exerce malgré toute norme de distance séparatrice, toute norme sur les usages agricoles découlant de l'exercice des pouvoirs prévus au paragraphe 3 de l'article 113 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* et toute norme adoptée en vertu du paragraphe 5 de cet article, à l'exception de celles concernant l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes de rues et les lignes de terrains.

Diverses conditions encadrent l'exercice de ce droit de développement dont l'obligation de transmettre une déclaration assermentée au secrétaire-trésorier de la municipalité dans laquelle est établi cet élevage. Par ailleurs, pour ce qui est des élevages porcins, des conditions spécifiques supplémentaires s'appliquent de manière à atténuer les inconvénients résultant de cette augmentation de cheptel. Ainsi, dans les périmètres d'urbanisation et à moins de 550 mètres de ceux-ci, une toiture permanente doit être installée sur les structures d'entreposage de lisier de porc et celui-ci doit être épandu par rampe ou par aspersion basse. Une fois ce droit de développement réalisé ou dans les autres situations, le développement des exploitations agricoles sera possible sous réserve du respect des lois et règlements applicables. De plus, l'attribution de ce droit ne dispense pas l'exploitation agricole de l'obligation de respecter les dispositions du *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole* (RRPOA).

✓ L'adoption d'un règlement de contrôle intérimaire

Parmi les autres mesures importantes de cette loi figure la possibilité pour la MRC d'adopter un règlement de contrôle intérimaire. L'objectif poursuivi est de favoriser, le plus rapidement possible et sans attendre l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement révisé, la mise en place d'un cadre d'aménagement global et concerté de la zone agricole comprise dans son territoire. Un tel cadre doit permettre l'atteinte des objectifs du régime de protection du territoire et des activités agricoles qui visent notamment à assurer la priorité et le développement des activités et des exploitations agricoles tout en assurant la cohabitation harmonieuse des usages agricoles et non agricoles. Ce règlement pourra comporter des mesures prises en vertu des paragraphes 3°, 4° et 5° de l'article 113 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. Les dispositions de ce règlement auront préséance sur toute disposition inconciliable d'un règlement d'une municipalité adopté en vertu des mêmes paragraphes de cet article.

✓ Une limitation transitoire du pouvoir d'intervention de la municipalité

Depuis le 21 juin 2001, une municipalité, dont le territoire est compris dans celui d'une MRC dont le schéma d'aménagement n'a pas été modifié ou révisé pour tenir compte des orientations gouvernementales relatives à la protection du territoire et des activités agricoles publiées en 1997, ne peut adopter de normes applicables en zone agricole découlant de l'exercice des pouvoirs prévus aux paragraphes 3°, 4° et 5° de l'article 113 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* tant qu'un règlement de contrôle intérimaire comportant de telles normes n'est pas en vigueur dans cette MRC.

✓ De nouvelles règles pour l'examen de la conformité

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la modification d'un schéma d'aménagement révisé pour tenir compte des orientations gouvernementales révisées relatives à la protection du territoire et des activités agricoles, la MRC pourra statuer sur la conformité d'un règlement proposé par une municipalité, et qui concerne d'une façon particulière la zone agricole, après avoir reçu un rapport de son comité consultatif agricole (CCA) ou à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la demande du conseil au comité de déposer le rapport si ce dépôt n'a pas eu lieu dans ce délai.

La MRC pourra approuver ce règlement seulement s'il est conforme à la fois aux objectifs du schéma d'aménagement, au contenu de son document complémentaire et aux présentes orientations gouvernementales. Cette condition s'appliquera tant que le schéma n'aura pas été modifié pour tenir compte des orientations gouvernementales révisées.

✓ La modification du *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole*

Parallèlement à l'attribution du droit à l'accroissement du cheptel pour certaines exploitations agricoles, le gouvernement a modifié le *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole* le 14 juin 2001. Cette modification prescrit de nouvelles règles pour l'accroissement des élevages dans 165 municipalités ne disposant pas des superficies suffisantes pour épandre adéquatement les déjections des animaux qui y sont élevés. Ces règles permettent l'ajout de nouvelles unités d'élevage ou d'animaux à celles existantes dans la mesure où les déjections animales de ces unités sont traitées et sont épandues à l'extérieur

d'une municipalité ayant un surplus de fumier. Cette modification réglementaire prévoit également un mécanisme de bascule qui permet, dans certains cas, d'ajouter une municipalité à celles reconnues comme ayant un surplus de fumier. En vertu de cette règle, le nombre de municipalités en surplus de fumiers était de 166 au 19 décembre 2001.

2. L'agriculture : un outil de développement local à prioriser

À l'échelle du Québec, le secteur bioalimentaire occupe une place importante dans l'économie. En 1999, il a représenté près de 9 % du produit intérieur brut et a procuré plus de 380 000 emplois, soit un emploi sur neuf. Dans 13 des 17 régions administratives, au moins 10 % de l'emploi était attribuable à des activités liées à ce secteur. Son importance repose grandement sur les activités agricoles qui constituent un levier majeur du développement régional et local. On compte environ 33 000 exploitations agricoles qui occupent plus de 65 000 personnes et qui génèrent par année des recettes de 5,1 milliards de dollars. Près de 72 % de ces recettes proviennent de la vente des productions animales et 28 % des productions végétales; le lait, le porc et la volaille représentent plus de 60 % des ventes totales.

Au cours de la dernière décennie, la consolidation des exploitations agricoles a été particulièrement importante à proximité des marchés urbains. Ce mouvement a contribué à l'émergence de deux types d'agriculture, l'une plus diversifiée et compétitive et l'autre plus extensive et davantage présente en région. Parallèlement, on observe un double phénomène qui se traduit, d'une part, par une déstructuration de certains milieux agricoles dans les régions métropolitaines du fait de la pression pour l'urbanisation des terres agricoles et, d'autre part, dans plusieurs régions, par une désertion de la population qui entraîne une dévitalisation⁵ de ces milieux ruraux et pose à moyen terme la question de la survie de plusieurs communautés.

À l'heure où les élus municipaux sont de plus en plus préoccupés par le développement de leur communauté et où l'on dénote une implication grandissante de leur part à cet égard, la contribution que l'agriculture peut apporter au développement local doit être rappelée. Et cela vaut aussi bien pour les régions situées en périphérie des principaux centres urbains que pour celles qui en sont éloignées. Dans le cas de ces dernières, l'agriculture constitue souvent un acquis majeur dont la consolidation et le développement importent si l'on souhaite les dynamiser.

Or, il existe un potentiel de développement en région qui est sous-exploité. Une diversification de l'agriculture, comme la pratique de nouvelles productions végétales et animales, le développement de produits régionaux de marque, etc., permettrait d'élargir la gamme des produits agricoles et de développer de

⁵ « La dévitalisation peut être définie comme un processus qui entraîne une diminution progressive et quelquefois rapide de l'activité socioéconomique d'une entité spatiale donnée et dont les effets se font sentir au niveau de la démographie, de l'occupation du sol, de l'habitat, de l'infrastructure des services, de la qualité de vie et des perspectives d'avenir. » (C. Dugas, « Dévitalisation et décentralisation dans l'Est-du-Québec », in *De la Loire au Saint-Laurent. Des régions rurales face aux recompositions socioterritoriales*, GRIDEQ, GRIR, CNRS, URA 915, Rimouski, 1991, p.112).

nouvelles activités telles que l'agrotourisme⁶ ou l'agroforesterie. Cependant, afin que l'agriculture puisse se développer et contribuer davantage au développement local, il est nécessaire de considérer un certain nombre de phénomènes.

3. Des enjeux et des défis communs

Le développement des activités et des exploitations agricoles en zone agricole est notamment déterminé par l'existence de conditions spatiales particulières, à savoir la présence d'un territoire sur lequel la pression résultant du développement des activités non agricoles est réduite. Or, sur ce plan, deux phénomènes présentent des contraintes au développement de l'agriculture. Un premier concerne l'étalement urbain dont la principale manifestation est la disparition de terres agricoles au profit du tissu urbanisé. Cette considération est spécialement importante dans les régions métropolitaines et les agglomérations de recensement vu la concentration des sols de bonne qualité et des activités agricoles. Un second phénomène a trait à la diffusion inconsidérée d'usages non agricoles en zone agricole. Outre les problèmes de cohabitation qui en découlent, ce phénomène s'accompagne, en certains endroits, d'une déstructuration de la zone agricole qui est de nature à accélérer la dévitalisation du milieu rural et à avoir, à long terme, un effet négatif sur la viabilité des noyaux villageois ainsi que sur les possibilités de développement et d'adaptation des exploitations agricoles. Par conséquent, la protection du territoire agricole, qui constitue un préalable au développement de l'agriculture, de même que la préservation du capital terre comme outil de développement et ressource rare et non renouvelable seront une préoccupation majeure et incontournable dans le cadre de la révision et de la mise en œuvre des schémas d'aménagement.

Parallèlement, le développement des activités et des exploitations agricoles requiert plus qu'une zone agricole. Un milieu rural habité et structuré, ce qui implique notamment la présence d'infrastructures et d'équipements adéquats (ex. : routes, ponts, etc.) et celle des services que peut offrir une communauté rurale forte (ex. : scolaires, de santé, de loisirs, etc.), constitue un préalable indispensable au développement d'une agriculture dynamique. En outre, quoique l'avenir du milieu rural dépende dans bien des cas de celui de l'agriculture, celle-ci ne peut, partout et à elle seule, assurer l'avenir de toutes les communautés rurales. En maints endroits, le défi ne se limite pas à favoriser le développement de l'agriculture mais également à favoriser la survie à long terme des communautés rurales sans lesquelles l'avenir de l'agriculture même est incertain.

⁶ Le Groupe de concertation sur l'agrotourisme au Québec, qui regroupe les sept principaux ministères ou organismes concernés par la promotion et le développement de cette activité, a notamment convenu que l'agrotourisme est une activité complémentaire à l'agriculture et qu'elle doit être réalisée par un producteur agricole sur son exploitation agricole. La *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* tient maintenant compte de la «notion d'agrotourisme» et permet au gouvernement de déterminer une définition élaborée qui sera prise en considération dans le cadre de l'application de l'article 61.1.1 de cette loi (réf. : projet de loi 184, art. 7 et 17). Pour plus d'informations, consulter notamment le document intitulé *Problématique de développement de l'agrotourisme au regard de l'aménagement et de la protection du territoire agricole* préparé par le Groupe de concertation sur l'agrotourisme au Québec (Québec, MAPAQ, mars 2001).

Enfin, la planification de l'aménagement du territoire, en plus de protéger le territoire et les activités agricoles, doit nécessairement s'inscrire dans une perspective de développement durable et ainsi prendre en considération le phénomène d'acceptation sociale. Cette donnée sociale, jumelée au contexte économique et aux exigences du développement agricole, fait en sorte qu'il est impératif que, par une véritable concertation, les représentants municipaux et agricoles appuyés par l'action gouvernementale examinent les divers problèmes auxquels sont confrontées les communautés et recherchent ensemble des solutions adaptées à leur milieu.

4. La MRC : une protagoniste en matière d'aménagement du territoire agricole, de développement du milieu rural et de concertation

La MRC dispose d'outils d'aménagement du territoire permettant d'assurer aux exploitations agricoles les conditions spatiales ainsi que le contexte de sécurité et de stabilité dont elles ont besoin pour leur maintien et leur développement. De plus, elle assume des responsabilités en matière d'équipements et d'infrastructures indispensables au développement et est, en outre, en mesure d'apporter un support technique important au milieu local sur les questions relatives au développement des exploitations agricoles. Par ailleurs, en examinant les possibilités et les opportunités de mise en valeur de sa zone agricole en concertation avec les intervenants agricoles et socioéconomiques, elle peut déterminer les gestes complémentaires susceptibles de stimuler, au besoin, le développement des activités et des entreprises agricoles, et ce, au profit des exploitants agricoles et de sa population en général. Pour ces raisons, elle joue un rôle important.

Les nombreux défis posés par la gestion de la zone agricole et de ses ressources supposent, entre autres, un échange permanent et constructif entre les principaux acteurs concernés. À cet égard, vu son rôle et son expérience en matière de concertation ainsi que son leadership, ses responsabilités et ses compétences dans les domaines de l'aménagement, de la planification d'infrastructures et d'équipements, de développement, de protection de l'environnement et de la santé et du bien-être publics, la MRC constitue un partenaire important pour le monde agricole. Par l'intégration de l'ensemble des dimensions précédentes aux exigences de la protection du territoire et des activités ainsi qu'à celles des exploitations agricoles, le schéma d'aménagement peut en quelque sorte constituer un contrat social qui, assurant le respect des responsabilités de chacun et conciliant les multiples préoccupations de l'ensemble de la population, détermine et assure les conditions du développement agricole.

5. La connaissance du territoire agricole : une des pierres d'assise de la planification de l'aménagement et du développement de la zone agricole

Une planification efficace du territoire agricole requiert que la MRC possède une connaissance de ses diverses dimensions et des problématiques qui le touchent, particulièrement sur les plans de son aménagement, de son développement et de la protection de l'environnement. Cette connaissance permettra aux

principaux intervenants de partager une vision commune de la réalité de la zone agricole et d'en déterminer les enjeux afin que la MRC puisse planifier, dans le respect des particularités du milieu, l'aménagement et le développement durable de cette zone en accordant la priorité aux activités agricoles et aux exploitations agricoles.

À titre d'exemples, sur le plan de l'aménagement, il est pertinent de dresser un constat de l'utilisation du sol et des besoins des municipalités en matière de services et d'infrastructures qui peuvent avoir un impact sur le territoire agricole, d'analyser les conséquences de l'étalement urbain sur ce dernier, d'examiner la répartition, la taille et la nature des exploitations agricoles et leur environnement immédiat, de cerner les potentiels agricoles, acéricoles ou autres qu'agricoles d'intérêt régional, d'examiner l'effet des réglementations municipales sur le développement des activités et des entreprises agricoles, etc.

Dans le domaine du développement, il peut s'agir de mettre en relief les opportunités pour l'amorce de nouvelles activités agricoles ou pour mettre en valeur les potentiels du territoire, d'examiner les possibilités d'expansion des activités ou des exploitations en place, de déterminer le caractère adéquat ou non des infrastructures et des équipements de transport, d'identifier quels sont les services nécessaires pour répondre aux besoins des exploitations agricoles. Le cas échéant, il est également intéressant de préciser les conséquences socioéconomiques de la dévitalisation du territoire agricole telles la disparition de la diversité des activités, la stagnation ou la diminution des investissements, la diminution en qualité et en quantité des services ou encore de traduire en exigences spatiales certains éléments de l'entente-cadre de développement liant la région et le gouvernement, etc.

Au point de vue de la protection de l'environnement, il importe de localiser les prises et les sources d'eau potable municipales et collectives⁷, d'évaluer l'efficacité des mesures de protection dont elles bénéficient et dans la mesure où cette information est disponible, de déterminer leur zone de recharge de même que la vulnérabilité de la nappe phréatique. La MRC peut de plus identifier les secteurs aux prises avec des problèmes de cohabitation, considérer les répercussions des dispositions du *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole* au regard du développement des élevages, identifier les boisés ainsi que les espèces fauniques et floristiques ou les espaces à grande valeur écologique connus nécessitant une protection particulière, examiner la nature des pressions pour le déboisement des terres agricoles, circonscrire les parties du territoire présentant des paysages typiques requérant une attention spéciale, etc.

Par ailleurs, selon les connaissances, les préoccupations et les objectifs des différents intervenants ou groupes concernés par le territoire agricole, la perception de la réalité, les problèmes soulevés et les solutions envisagées sont susceptibles de différer substantiellement. Dès lors, il devient essentiel que la MRC et le milieu agricole échangent sur ces éléments afin d'en venir à une compréhension commune des problématiques et conséquemment, d'examiner la zone agricole dans ses diverses dimensions. Le CCA peut aider la MRC à

⁷ Il s'agit des prises d'eau desservant les établissements d'enseignement et les établissements à clientèle vulnérable (santé et services sociaux) et celles alimentant des sites récréatifs (camping, colonie de vacances, camp de plein air familial, etc.).

compléter sa connaissance de la zone agricole et des principaux enjeux sur les plans de l'aménagement, du développement et de l'environnement. La MRC pourra également bénéficier des connaissances, des données et de l'expertise des représentants des ministères concernés par ces trois dimensions pour déterminer les objectifs de planification de son territoire agricole, ainsi que celles d'autres groupes intéressés.

Somme toute, l'objectif poursuivi par cet exercice de mise en commun des connaissances est de dresser un portrait global et factuel de la zone agricole qui soit agréé par l'ensemble des acteurs concernés et qui fasse ressortir les enjeux en cause aussi bien que les défis devant être relevés par la MRC dans le cadre de la révision ou de la mise en œuvre de son schéma d'aménagement. Ainsi, ayant en mains des constats partagés et dotée d'une vision commune du territoire, la MRC sera habilitée à fixer les objectifs à poursuivre et à déterminer les moyens pour les atteindre tout en apportant des solutions respectueuses des préoccupations du milieu.

6. L'orientation gouvernementale et ses objectifs

L'importance économique des activités agricoles, leur contribution majeure à l'occupation du territoire et leur potentiel de développement pour les collectivités sont encore malheureusement sous-estimés. Par ailleurs, les préoccupations grandissantes de la population par rapport aux répercussions du développement de ces activités sur la qualité de l'environnement voire de l'ensemble des ressources du milieu agricole méritent une attention particulière. Le gouvernement considère important d'assurer un développement durable du territoire et des activités agricoles. La compréhension du dynamisme de son territoire permettra à la MRC d'en planifier l'aménagement et d'en déterminer les axes de développement en favorisant une utilisation prioritaire des sols de la zone agricole à des fins agricoles et de prévoir les actions requises pour optimiser la contribution de ces activités au développement local ainsi que pour résoudre les problèmes identifiés.

◆ **Orientation**

Planifier l'aménagement et le développement du territoire agricole en accordant la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole, dans le respect des particularités du milieu, de manière à favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique des régions

Afin de mener à bien la mise en œuvre du régime de protection du territoire et des activités agricoles, le gouvernement s'appuie sur l'objectif général suivant.

◆ **Objectif général**

Privilégier une démarche consensuelle avec les acteurs concernés par l'aménagement et le développement du territoire agricole afin de trouver des solutions adaptées aux particularités du milieu et acceptables localement

En ce qui concerne plus particulièrement les diverses problématiques agricoles, la voie à privilégier tout au long du processus de révision du schéma d'aménagement et de sa mise en œuvre s'avère être la recherche d'un consensus entre les milieux municipal et agricole. À cet égard, le CCA se veut un lieu d'échange, de réflexion et de compréhension mutuelle dans le but d'aboutir à une vision commune et de favoriser l'émergence de solutions adaptées aux particularités du territoire de la MRC.

Dans une optique de responsabilisation et de concertation et afin de faciliter la résolution de problèmes locaux relatifs à l'aménagement du territoire agricole, à la pratique et au développement des activités agricoles ainsi qu'à leurs répercussions sur l'environnement, le gouvernement demande à la MRC d'analyser les situations conflictuelles et de déterminer, notamment par la recherche d'un consensus avec son CCA, les interventions locales les plus appropriées.

◆ **1^{er} Objectif**

Assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture

Le développement des communautés rurales prend appui sur la consolidation des acquis et l'optimisation de la mise en valeur des ressources de leur territoire. Pour la majorité des MRC, l'agriculture fait partie de ces acquis. À l'instar des autres activités économiques, celle-ci comporte des exigences à satisfaire et à maintenir au risque d'affaiblir son apport à l'économie locale et régionale, de miner son potentiel de développement voire de remettre en question son existence à long terme. Le territoire agricole constitue une ressource dont il faut assurer la protection, notamment en évitant le plus possible les contraintes occasionnées par les usages non agricoles. À cet égard, il est primordial de juguler deux phénomènes : le débordement des activités de nature urbaine à la périphérie des milieux déjà urbanisés et l'implantation d'activités de nature urbaine en zone agricole. Pour cette raison, le gouvernement formule les attentes suivantes à la MRC.

□ ***Reconnaître la zone agricole comme la base territoriale pour la pratique et le développement des activités agricoles et y assurer l'utilisation prioritaire du sol à des fins agricoles***

Le gouvernement demande à la MRC d'affirmer clairement dans son schéma d'aménagement révisé son intention d'assurer la pérennité du territoire agricole et d'y garantir la priorité aux activités agricoles. Pour ce faire, elle devra inclure des orientations d'aménagement et des affectations du sol appropriées de manière à éviter que le territoire agricole ou des parties de celui-ci soient perçues comme des zones d'aménagement différé pour l'implantation d'usages non agricoles provoquant ainsi, entre autres, une pression pour l'urbanisation ou pour certaines activités de type urbain sur la zone agricole. Elle devra contribuer à protéger les possibilités d'utilisation agricole des sols et favoriser le maintien, l'adaptation, le développement et la conversion des activités et des exploitations agricoles. De plus, à la lumière d'une démarche globale de planification, elle devra privilégier la réalisation des projets non agricoles à l'extérieur de la zone agricole et, le cas échéant, lorsque leur implantation en zone agricole sera justifiée par l'absence d'espace approprié ou des particularités du milieu, elle devra, d'une part, s'assurer que la réalisation du projet ne se fait pas au détriment du développement de l'agriculture et, d'autre part, veiller à l'application de mesures d'encadrement.

□ ***Freiner l'empiétement et l'expansion de l'urbanisation en zone agricole***

Depuis 1994, le gouvernement a fait connaître, à deux occasions, à l'ensemble des MRC ses attentes concernant le contrôle de l'empiétement des périmètres d'urbanisation en zone agricole. Essentiellement, ces attentes visaient à ce que la détermination de périmètres d'urbanisation empiétant en zone agricole soit exceptionnelle et qu'elle s'inscrive dans une planification rigoureuse respectant plusieurs conditions.

Malgré ces attentes, la pression continue pour ouvrir de nouveaux espaces au développement urbain en zone agricole et les demandes récurrentes des municipalités locales à cette fin constituent encore un enjeu majeur de la révision des schémas d'aménagement. Aussi, afin de répondre à l'objectif d'assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture, le gouvernement réaffirme son orientation en matière de gestion de l'urbanisation visant à privilégier la consolidation des zones urbaines existantes. Il demande à la MRC d'éviter l'empiétement des noyaux urbanisés en zone agricole. Dans les secteurs soumis à de fortes pressions pour l'urbanisation, le respect de cette orientation contribuera à juguler le phénomène de l'étalement urbain dont le résultat direct sera, entre autres, de stopper la perte de sols agricoles. En milieu rural, son respect évitera l'éparpillement des fonctions commerciales, industrielles et résidentielles, et favorisera, dans les noyaux villageois, le maintien d'une masse critique de population indispensable à la pérennité des services en place.

- ✓ Une planification rigoureuse de l'extension exceptionnelle d'un périmètre d'urbanisation en zone agricole

Exceptionnellement, dans certaines situations particulières, il peut s'avérer nécessaire d'agrandir un périmètre d'urbanisation et, conséquemment, qu'un empiètement en zone agricole soit inévitable. Le gouvernement rappelle qu'une telle extension en zone agricole devra, dans tous les cas, être une solution de dernier recours et que sa nécessité devra préalablement être justifiée et démontrée à la lumière des orientations relatives à la gestion de l'urbanisation visant notamment la consolidation et la densification du tissu urbain existant.

Pareille démonstration doit notamment prendre en considération, d'une part, l'évolution des demandes des dernières années et, d'autre part, l'accroissement prévisible de celles-ci au cours d'un horizon de 15 ans. L'adéquation entre les besoins réels et ceux appréhendés devra être justifiée. Ces informations doivent, entre autres, être mises en perspective avec les espaces déjà disponibles à des fins d'urbanisation à l'intérieur du périmètre d'urbanisation, dont ceux destinés à des fins résidentielles mais non utilisés, de même qu'avec ceux qui sont propices aux fins recherchées et situés à l'extérieur de la zone agricole.

De plus, il importe de revoir l'approche de planification du développement urbain de manière à éviter les empiètements en zone agricole à moyen terme. À cet effet, une occupation des secteurs non bâtis doublée d'une densification de leur future trame urbaine devront être privilégiées avant toute extension du périmètre urbain au détriment de la zone agricole.

Par ailleurs, dans le cas d'une municipalité située à l'intérieur d'une agglomération de recensement, d'une région métropolitaine ou d'une entité assimilable à un ensemble « village - paroisse », la démarche de planification de la MRC devra être réalisée à l'échelle de cet ensemble, c'est-à-dire en faisant abstraction des limites administratives. Une telle approche est particulièrement importante dans le cas d'agrandissement de secteurs résidentiels couvrant une superficie qui est significative, dans le cas d'activités commerciales ou industrielles tels l'établissement de grandes surfaces ou d'un parc industriel, ou l'agrandissement d'une zone industrielle existante, ou dans le cas de l'implantation d'un équipement ou d'une infrastructure à caractère régional.

La démarche globale de planification de l'extension du périmètre d'urbanisation doit également respecter l'objectif visant à assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture. Pour ce faire, la MRC devra démontrer que le site retenu pour l'éventuel agrandissement du périmètre d'urbanisation en est un de moindre impact au regard de la protection du territoire et des activités agricoles. Pour justifier son choix, elle devra considérer des variables telles que la qualité des sols, le potentiel agricole des lots visés par l'empiètement et les répercussions de ce dernier sur les possibilités de développement des exploitations et des activités agricoles, notamment sur les bâtiments d'élevage. Elle devra joindre un document cartographique, d'échelle appropriée, localisant l'empiètement visé accompagné de précisions quant à ses répercussions sur les activités et les exploitations agricoles et faisant état des mesures qui seront mises en place pour assurer la cohabitation harmonieuse des usages agricoles et non agricoles. Ces mesures pourraient être, par exemple, le choix judicieux des usages autorisés dans les secteurs contigus à la zone agricole ainsi qu'un assouplissement des distances séparatrices applicables aux bâtiments d'élevage existants, si justifié.

Après l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement révisé, des événements majeurs suscitant de nouveaux besoins en termes d'espaces additionnels pour des fins urbaines pourraient nécessiter une modification aux limites du périmètre d'urbanisation d'une municipalité. Le schéma révisé aurait de ce fait avantage à contenir des critères, des règles ou des politiques d'aménagement appropriés pour guider la municipalité dans sa démarche de planification en vue d'une éventuelle extension de son périmètre d'urbanisation. Pareille approche devrait s'inspirer de la démarche exposée dans les paragraphes précédents.

Par ailleurs, la *Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives* inclut une disposition favorisant l'harmonisation entre les interventions de la Commission de protection du territoire agricole du Québec à l'égard des demandes d'exclusion de la zone agricole et celles du gouvernement à l'égard du respect des orientations en matière de gestion de l'urbanisation dans le cadre de l'application de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. Si une exclusion nécessite la modification d'un schéma d'aménagement, celle-ci ne pourra prendre effet que si la modification du schéma est jugée conforme aux orientations gouvernementales, notamment en matière de gestion de l'urbanisation.

Enfin, dans un souci de cohérence entre le contenu des schémas d'aménagement et les objectifs poursuivis par la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, le gouvernement s'assurera que les périmètres d'urbanisation d'un schéma d'aménagement révisé n'empiètent pas sur la zone agricole définie en vertu de cette loi. Aussi, dans tous les cas où un périmètre d'urbanisation empiète sur la zone agricole, il exigera qu'une décision de la commission soit rendue à ce sujet avant que le schéma d'aménagement révisé entre en vigueur.

□ ***Planifier l'aménagement de la zone agricole et y contrôler les usages non agricoles afin de créer un cadre propice au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles***

Le gouvernement demande à la MRC de planifier l'aménagement de la zone agricole et de déterminer un cadre de gestion des usages en privilégiant une approche fondée sur une vision d'ensemble de celle-ci. Cette attente a pour objectifs primordiaux de stopper la régression et la disparition des superficies à vocation agricole et de créer un cadre propice au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles.

Cette approche devrait reposer sur une caractérisation par la MRC de sa zone agricole. En fait, il s'agit d'en dresser un portrait qui reflète le dynamisme des activités agricoles. Ainsi la MRC pourra déterminer les objectifs qu'elle entend poursuivre, délimiter les affectations du territoire selon un découpage correspondant à ses caractéristiques ainsi que le cadre de gestion des usages approprié à ces affectations. Pour ce faire, la MRC pourrait délimiter des secteurs agricoles dynamiques, des secteurs agricoles viables devant faire l'objet d'une dynamisation et enfin des îlots déstructurés par l'accumulation, au fil du temps, d'usages non agricoles.

Le gouvernement souligne que l'article 59 de *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, relatif à la possibilité pour une MRC ou une Communauté métropolitaine de soumettre à la Commission de protection du territoire agricole

du Québec une demande d'autorisation à portée collective pour les nouvelles utilisations à des fins résidentielles qui pourraient être implantées en zone agricole, a été modifié. Cette demande pourra être formulée dans deux situations : lorsqu'elle concerne des secteurs identifiés au schéma d'aménagement révisé qui pourraient accueillir de nouvelles résidences sur des propriétés d'une superficie suffisante pour ne pas déstructurer le milieu agricole ; ou lorsqu'elle porte sur un îlot déstructuré, c'est-à-dire une entité ponctuelle de faible superficie, bien délimité dans l'espace et déjà occupé par des usages non agricoles.

Les secteurs agricoles dynamiques

Un secteur agricole dynamique est caractérisé par la prédominance de l'agriculture sur les autres activités et usages. Toutefois, l'image que renvoie un tel secteur peut grandement varier selon la MRC et la région considérées. Dans certains cas, celle-ci prendra la forme de champs s'étendant à perte de vue, tous cultivés et ponctués d'exploitations agricoles prospères ou encore d'érablières en exploitation, etc. La prédominance de l'agriculture s'exprime alors clairement dans le paysage, les données à caractère économique permettant de la confirmer. Par ailleurs, étant donné l'échelle du schéma d'aménagement, il est pratiquement inévitable qu'un secteur agricole dynamique englobe des terrains utilisés à des fins autres qu'agricoles et des sols en friche. Toutefois, ceux-ci sont globalement marginaux au regard des caractéristiques dominantes du secteur ainsi déterminé. Dans d'autres cas, un secteur à prédominance agroforestière pourrait être désigné comme secteur dynamique. La prédominance de l'agriculture n'est alors pas aussi fortement inscrite dans le paysage mais les données à caractère économique permettent d'en confirmer la nette prépondérance sur les autres activités.

Les critères suivants, entre autres, peuvent être utilisés pour la détermination des secteurs agricoles dynamiques : le potentiel agricole des sols, l'utilisation du sol, la localisation des exploitations agricoles ainsi que l'importance des investissements et des revenus agricoles, etc. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est en mesure de fournir à la MRC des données statistiques et cartographiques pertinentes pour la détermination et la délimitation de ces secteurs ainsi qu'une assistance technique pour l'interprétation de ces données.

Les objectifs spécifiques du secteur dynamique qui figureront dans le schéma d'aménagement révisé devront permettre de garantir la pérennité du territoire agricole et d'assurer la priorité de ces activités tout en favorisant le développement des activités et des exploitations agricoles. L'implantation de nouveaux usages non agricoles ne devra y être permise qu'exceptionnellement, être encadrée d'un objectif cernant la nécessité d'une telle implantation et être complétée de critères significatifs (potentiel agricole des sols, éloignement des sols utilisés à des fins agricoles et des bâtiments d'élevage, etc.). L'implantation d'équipements indispensables à la vie communautaire pourra toutefois y être envisagée dans la mesure où aucun site approprié n'existe à l'extérieur du secteur agricole dynamique. Par ailleurs et de façon exceptionnelle, la mise en valeur d'un potentiel non agricole d'intérêt régional pourra également être possible dans la mesure où ce développement soit conciliable avec l'objectif visant le développement des entreprises et des activités agricoles. Des conditions devront toutefois encadrer la mise en valeur éventuelle d'un tel

potentiel pour en atténuer les impacts sur les activités agricoles présentes sur le territoire.

Les secteurs agricoles viables

Étant donné la diversité des milieux agricoles, il peut subsister, à la suite de la délimitation par la MRC des secteurs agricoles dynamiques, une portion résiduelle de la zone agricole dont le dynamisme et le potentiel des sols soient globalement moindres. Règle générale, il s'agit de secteurs dits viables. À l'instar des secteurs agricoles dynamiques, ces secteurs peuvent présenter une physionomie fort variable d'une MRC à une autre. Ils peuvent correspondre à des territoires à prédominance agroforestière. La vitalité des milieux agricoles qui composent les secteurs viables peut être fort variable.

Sur le plan socioéconomique, comparativement aux secteurs dynamiques, les secteurs viables peuvent globalement être caractérisés par des investissements agricoles moindres, une valeur foncière moins élevée, des superficies de sols en friche d'étendue variable, une pression pour le reboisement des terres agricoles, des signes d'abandon de l'agriculture en certains endroits, etc.

Malgré qu'ils puissent présenter une vitalité économique moindre que celle des secteurs agricoles dynamiques, les secteurs viables offrent, dans leur ensemble, un potentiel et des conditions qui permettent à l'agriculture de se développer. Aussi, ce ne sont pas des secteurs où des activités non agricoles peuvent être disséminées inconsidérément.

Le gouvernement rappelle à la MRC que les objectifs à l'égard des secteurs viables doivent permettre de garantir la pérennité du territoire agricole, d'accorder la priorité aux activités et aux exploitations agricoles, à leur développement et à la mise en valeur des ressources du milieu. Par exemple, la possibilité de favoriser de nouvelles cultures ou de nouveaux types d'élevage pourra être évaluée et, le cas échéant, encouragée. Le développement des exploitations agricoles existantes, la diversification des activités agricoles (nouvelles cultures ou nouveaux types d'élevage), la mise en valeur des terres en friche, des potentiels acéricoles et fauniques et l'agrotourisme peuvent notamment y être encouragés.

À la lumière de la problématique socioéconomique et de faits démontrant une dévitalisation dans certaines parties des secteurs viables, la MRC pourra conclure qu'il est nécessaire d'assurer une certaine occupation du territoire pour en favoriser la revitalisation. Dans un tel contexte, la présence de certains usages non agricoles peut constituer un gain pour le maintien et le développement de l'agriculture, notamment en permettant de conserver une masse critique indispensable à la survie des services et des équipements publics.

Cependant une telle stratégie d'occupation du territoire⁸ doit constituer une réponse adaptée aux problèmes ciblés, être justifiée, viser des territoires

⁸ Devant le phénomène de dévitalisation perceptible dans certaines régions, « l'occupation du territoire » est perçue comme la solution indiquée pour enrayer ce phénomène. En pareil cas, la forme d'occupation qui a été préconisée correspond toutefois, dans les faits, à la diffusion inconsidérée de résidences ou d'autres usages de nature urbaine en zone agricole; cette approche va à l'encontre des orientations gouvernementales.

clairement identifiés au schéma révisé et s'inscrire dans une démarche de planification axée sur la mise en valeur des diverses ressources dans une optique de maximisation des retombées économiques locales. De plus, cet exercice de planification doit prévoir un contrôle des usages non agricoles en fonction des caractéristiques des secteurs et ne pas être un prétexte à la dissémination inconsidérée d'usages résidentiels en zone agricole.

Pour répondre à ces objectifs, la MRC pourrait envisager la démarche suivante. Elle devrait d'abord délimiter les espaces déjà utilisés à des fins agricoles ou présentant un potentiel à cet égard, y compris ceux exploités à des fins acéricoles ou présentant un tel potentiel, et n'y autoriser que des usages compatibles avec la priorité à accorder aux activités et exploitations agricoles et à leur développement. La même démarche devrait être appliquée aux parties forestières ou à celles présentant des potentiels autres qu'agricoles ou forestiers (ex : faune, récréation, villégiature, etc.) où ne seraient autorisés que les usages appropriés. Le résidu de ce découpage, essentiellement des parties de territoire à potentiel agricole ou forestier faible pourraient accueillir des usages non agricoles de manière à permettre l'atteinte d'objectifs particuliers reliés à la nécessité d'assurer une permanence de l'occupation du territoire ou à la consolidation de voies d'accès aux ressources et aux terres du domaine public.

L'implantation d'activités autres qu'agricoles dans les secteurs viables devra être compatible avec les orientations en matière de gestion de l'urbanisation, c'est-à-dire que les possibilités d'implantation de tels usages ne devront pas interférer avec la consolidation des milieux bâtis ni avec le maintien d'une masse critique permettant d'assurer la viabilité des commerces et des services existants ou prévus à l'intérieur des périmètres d'urbanisation et des noyaux villageois.

Les îlots déstructurés

L'exercice de caractérisation de la zone agricole pourra également révéler la présence d'entités ponctuelles de superficie restreinte, déstructurées par l'addition au fil du temps d'usages non agricoles et à l'intérieur desquelles subsistent de rares lots vacants enclavés et irrécupérables pour l'agriculture. Il s'agit alors d'îlots déstructurés. Un hameau à la croisée de chemins, une concentration d'usages mixtes, un ensemble résidentiel ou de villégiature dans lequel subsistent quelques lots non construits en sont des exemples. Une concentration de sablières ou de gravières pourrait aussi être associée à un îlot déstructuré.

La détermination d'îlots déstructurés n'est nullement une obligation. Le cas échéant, celle-ci doit répondre à un objectif particulier poursuivi par la MRC qui devra être précisé au schéma d'aménagement. Par exemple, il peut y avoir intérêt pour la MRC à retenir, à titre d'îlot, une concentration de sablières ou de gravières dans la mesure où elle entend éviter la dispersion de cet usage ailleurs dans le territoire. L'intérêt de cerner de tels îlots peut également être de cibler des parties de la zone agricole pouvant accueillir des usages non agricoles.

Le gouvernement réitère son objectif d'éviter toute extension des îlots déstructurés de même que toute contrainte additionnelle au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles à proximité de tels îlots. Il rappelle également que la reconnaissance de ces îlots et le choix des usages qui pourraient y être autorisés ne devront en aucun cas porter atteinte

aux objectifs gouvernementaux ni à ceux du schéma d'aménagement révisé visant la consolidation des périmètres d'urbanisation.

Par ailleurs, de nouvelles résidences ne devront y être autorisées que dans la mesure où la capacité d'accueil permet de garantir à long terme la salubrité du milieu au regard de la disposition des eaux usées et d'un approvisionnement en eau potable de qualité.

La MRC a le choix de préciser elle-même les îlots déstructurés ou de confier cette responsabilité à la municipalité. Si la MRC prend l'initiative d'identifier les îlots de son territoire, elle devra préciser l'objectif poursuivi, délimiter approximativement ces îlots et évaluer sommairement le nombre de lots pouvant être rendus disponibles pour des fins autres qu'agricoles. Elle devra également prévoir, le cas échéant, des mesures pour assurer la cohabitation harmonieuse des usages agricoles et non agricoles et pour permettre le développement des exploitations agricoles situées à proximité.

Dans le cas où la MRC demandera aux municipalités de déterminer les îlots déstructurés de leur territoire, elle devra, pour les encadrer dans cet exercice, donner des indications sur la nature des îlots qu'elle souhaite voir dans les règlements de zonage, leur nombre approximatif et prévoir, dans son schéma d'aménagement révisé, des objectifs qui s'inspirent des exemples suivants : empêcher toute extension et consolidation des îlots déstructurés; éviter toute contrainte additionnelle au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles à proximité de tels îlots; s'assurer que les usages autorisés ne portent, en aucun cas, atteinte aux objectifs gouvernementaux ni à ceux du schéma révisé visant la consolidation des périmètres d'urbanisation; n'autoriser les usages résidentiels que dans la mesure où la capacité d'accueil permet de garantir à long terme la salubrité du milieu, etc.

◆ 2^{ème} Objectif

Dans une perspective de développement durable, favoriser la protection et le développement des activités et des exploitations agricoles en zone agricole

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, une pratique agricole dans une perspective de développement durable doit « préserver la terre, l'eau et les ressources génétiques végétales et animales, ne pas dégrader l'environnement, et être techniquement appropriée, économiquement viable et socialement acceptable. »

Parce que les activités agricoles engendrent inévitablement des conséquences sur l'environnement, les efforts qui ont été consentis par le gouvernement, les MRC, les municipalités locales et le milieu agricole doivent, dans le respect des responsabilités de chacun, être poursuivis pour favoriser l'instauration d'une agriculture durable. Ainsi, tout en favorisant le développement d'activités agricoles qui soient économiquement viables et qui satisfassent aux besoins alimentaires de la société, les principaux acteurs devront être vigilants au regard des diverses problématiques de manière à s'assurer que le développement visé permette effectivement de préserver ou de mettre en valeur les ressources (eau, air, sol, faune et flore) et les potentiels du territoire agricole et de maintenir la qualité de l'environnement pour les générations actuelles et futures.

Il importe de souligner qu'en plus d'être une préoccupation grandissante pour les élus municipaux et la population, la protection des ressources et de l'environnement se révèle également un facteur de compétitivité à long terme pour les exploitations agroalimentaires. La viabilité à long terme du secteur bioalimentaire est intimement liée à la qualité et à l'abondance des ressources naturelles qui en constituent les intrants essentiels. Il y va donc de l'intérêt de tous, si on vise le maintien et le développement des exploitations agricoles, d'aplanir les difficultés de cohabitation dues à la proximité d'usages non agricoles et des inconvénients associés à certaines pratiques agricoles.

Depuis 1997, le gouvernement a poursuivi ses efforts en vue de contribuer à la protection et au développement des activités agricoles dans une perspective de développement durable. À la suite de la Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois, qui s'est tenue en mars 1998, un groupe de travail a été formé pour traiter du thème « Un environnement à valoriser ». Ce dossier a mobilisé des partenaires issus des principaux domaines d'intervention greffés à l'agroalimentaire soit du monde agricole, des municipalités régionales et locales, du milieu industriel, des groupes environnementaux, de spécialistes en agronomie et de plusieurs ministères, afin d'arrêter un plan d'action axé sur l'atteinte de résultats conjointement acceptés. Le Plan d'action 1998-2005 en agroenvironnement vise notamment à permettre à quelque 20 000 fermes d'adopter, d'ici 2005, des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement en matière d'entreposage et de gestion des fumiers, de fertilisation, de gestion des pesticides, de conservation des sols et de protection des cours d'eau. Il vient consolider diverses stratégies, plans, programmes ou autres interventions déjà mis en place par les différents responsables en matière agroenvironnementale.

De plus, le gouvernement s'est engagé de façon claire à favoriser la protection de l'environnement en milieu agricole. En juin 2000, le Conseil des ministres adoptait un cadre d'orientation devant gouverner l'élaboration de la *Politique nationale de l'eau*. Afin de donner suite à cette décision, le ministre d'État à l'Environnement et à l'Eau entend présenter dans la *Politique nationale de l'eau* une orientation majeure visant la gestion intégrée de la ressource à l'échelle du bassin versant. Des comités de bassin représentant tous les usagers directement concernés par la gestion de l'eau seront des acteurs-clés quant à la protection et à la conservation de l'eau et notamment, quant à la mise en place de mécanismes de concertation et de résolution des conflits d'usage à l'échelle des bassins versants. Ces comités de bassins élaboreront des Plans directeurs de l'eau qui comprendront un portrait du bassin, un diagnostic, des enjeux et des objectifs, ainsi qu'un plan d'action. Le gouvernement invite les MRC à tenir compte des orientations qui découleront de la *Politique nationale de l'eau* et à requérir l'avis des comités de bassin sur toute question susceptible d'avoir une incidence sur la protection et la conservation de l'eau.

D'autre part, lors du Rendez-vous de mi-parcours des décideurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, tenu en octobre 2001, il a été convenu d'appuyer le ministre d'État à l'Environnement et à l'Eau pour qu'il puisse déposer le projet de modernisation du *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole* (RRPOA) axé, entre autres, sur :

- une simplification administrative ;
- une approche de gestion des fumiers par entreprise ;

-
- l'utilisation de la valeur fertilisante réelle des fumiers ;
 - des gains environnementaux significatifs au regard de l'entreposage étanche des fumiers et des solutions alternatives reconnues ;
 - la prise en compte de la capacité de support des sols.

Dans cette perspective, chaque entreprise devra disposer des superficies nécessaires pour gérer ses fumiers en fonction de cette nouvelle réglementation.

Finalement, dans le cadre de la révision du régime de protection du territoire et des activités agricoles, le gouvernement a notamment modifié la *Loi sur la Financière agricole du Québec* pour préciser que le respect, par les exploitations agricoles, des règles sur l'environnement déterminées en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* devront être un critère d'élaboration et d'administration des programmes de cette société et pourront aussi être un critère pour accorder, en tout ou en partie, les sommes auxquelles ces programmes donnent droit.

□ ***Favoriser un modèle de développement durable de l'agriculture qui contribue à la conservation des ressources***

Au cours des dernières décennies, l'agriculture québécoise a subi plusieurs transformations. Bien que beaucoup de chemin reste à parcourir pour instaurer un modèle de développement durable de l'agriculture, des changements appréciables ont été apportés aux pratiques agricoles afin que la production soit davantage en équilibre avec l'écosystème agricole. Par ailleurs, il y a moins de réserve voire de réticence à ce que les impacts et les problèmes sur la conservation des ressources créés par les activités agricoles soient examinés en collégialité par différents intervenants qui, selon leurs intérêts, leurs responsabilités et leurs champs d'intervention, partagent leurs expériences et leurs connaissances afin de trouver des solutions adaptées à chaque situation.

La planification de l'aménagement de la zone agricole doit concourir aux préoccupations gouvernementales qui découlent de son adhésion aux principes de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique. Cet engagement s'est concrétisé par l'adoption d'une stratégie et d'un plan d'action québécois de mise en œuvre de cette convention. Les trois objectifs qui en découlent sont : le maintien de la diversité des espèces et des écosystèmes, l'utilisation durable des espèces et du milieu, le partage équitable des bénéfices issus de la biodiversité.

Dans un contexte de développement durable, le développement de l'agriculture doit être effectué avec le souci de la conservation de l'ensemble des ressources du milieu, notamment l'eau, l'air, le sol, la faune et la flore. L'atteinte de cet objectif requiert de la part de la MRC et de son CCA une bonne connaissance de la problématique liée à ces ressources ainsi que des solutions à apporter aux problèmes constatés ou appréhendés.

Enfin, le gouvernement rappelle que le régime de protection du territoire et des activités agricoles est fondé sur un partage des responsabilités. Les instances municipales ont la responsabilité de favoriser, dans une perspective de développement durable, la protection et le développement des activités et des entreprises agricoles. Elles doivent également favoriser la coexistence

harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles. À cet égard, elles sont responsables de l'établissement de distances séparatrices relatives aux odeurs inhérentes aux activités agricoles. Elles peuvent aussi être amenées à intervenir eu égard à la conservation des ressources, telle la protection des prises d'eau potable. Il ne leur appartient toutefois pas d'intervenir dans la gestion des élevages en fonction de la capacité de support des sols en phosphore. Il est de la responsabilité du ministère de l'Environnement de régir cet aspect via le *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole*. Le schéma d'aménagement et la réglementation municipale en matière d'urbanisme devront donc respecter les responsabilités respectives des divers acteurs.

La protection des rives, du littoral, des lacs et des cours d'eau et la protection des sols

Les rives, le littoral des lacs et des cours d'eau et les plaines inondables constituent une transition entre le milieu aquatique et le milieu terrestre. Ils jouent des rôles complémentaires et leur dégradation entraîne inévitablement des répercussions sur les lacs et les cours d'eau (habitat du poisson) et, par ricochet, à l'occasion sur le milieu terrestre (érosion des sols, envahissement lors des crues, etc.). Pour le gouvernement, il importe de contribuer à la survie des composantes écologiques et biologiques des rives, du littoral et des plaines inondables en assurant une protection minimale adéquate du milieu riverain tout en favorisant leur mise en valeur et, le cas échéant, leur restauration.

Les cours d'eau et les lacs, le milieu riverain et les milieux humides (marais, marécages, tourbières) sont des composantes dont la fonction première est la production biologique. Ces zones doivent donc être soustraites à l'agriculture et les activités agricoles pratiquées à proximité doivent garantir leur maintien à long terme. Aussi, le respect de distances d'éloignement (protection de la bande riveraine), le contrôle des rejets ponctuels et diffus (fertilisants, pesticides, boues, etc.) et la protection de l'intégrité de ces milieux doivent faire partie de toute activité de développement d'une agriculture durable.

Dans le cadre de la révision des schémas d'aménagement, le gouvernement demande à la MRC d'intégrer le cadre minimal que constitue la *Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables* et qu'elle l'applique à tous les lacs et cours d'eau à débit régulier ou intermittent de son territoire. Tout en visant le maintien et la récupération de la qualité des cours d'eau, cette politique permet à la MRC de prendre en compte les problèmes spécifiques de son territoire en élaborant un plan de gestion adapté à la problématique de certains milieux. Il s'agit alors de repérer les secteurs problématiques et de déterminer les interventions requises ainsi que les mesures de réhabilitation et de protection adaptées aux caractéristiques du milieu. De surcroît, cette politique permet de protéger les habitats fauniques et floristiques.

Par ailleurs, il pourrait arriver, dans certains secteurs, qu'une MRC considère essentiel d'accorder une protection accrue aux rives et au littoral et qu'elle envisage des normes plus sévères que celles prévues par la politique pour la zone agricole. Dans ce cas, elle devra démontrer le besoin de cette protection accrue.

Enfin, une bonne gestion de la zone agricole doit favoriser la protection accrue du sol contre les pertes occasionnées par l'érosion lors de la réalisation d'activités agricoles. Si des problèmes se présentent, le gouvernement invite la

MRC à examiner avec son CCA les moyens les plus appropriés pour les résoudre.

La protection des prises de captage d'eau potable

Plus particulièrement dans les milieux ruraux et les petites localités, l'eau souterraine constitue la source privilégiée d'alimentation en eau potable. Malheureusement, l'absence de mesures préventives, l'aménagement déficient des puits et l'ignorance des caractéristiques des nappes ont été à l'origine de nombreux cas de pollution ponctuelle ou diffuse des eaux souterraines.

Le *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole* (RRPOA) vise essentiellement la protection de la qualité des eaux souterraines, des eaux de surface de même que celle des sols en culture en établissant les règles en matière de fertilisation. À cette fin, il oblige certains producteurs à se doter d'un plan agroenvironnemental de fertilisation pour la gestion des engrais, qu'ils soient sous la forme de fumier ou d'engrais minéraux.

Par ailleurs, le ministère de l'Environnement a entrepris, de concert avec les ministères de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, de la Santé et des Services sociaux et de l'Institut de santé publique du Québec, une campagne d'échantillonnage afin d'évaluer la qualité de l'eau souterraine jumelée à une étude sur la santé par rapport à l'environnement. L'étude explorera principalement l'effet, sur les eaux souterraines et de surface, de la contamination chimique par les nitrates et les produits de la chloration ainsi que de la contamination par les micro-organismes, les bactéries et les virus sur les eaux souterraines et de surface. Le territoire couvert par cette étude comprend l'ensemble des bassins versants des rivières Chaudière, Etchemin, Boyer, Bayonne, L'Assomption, Yamaska et Nicolet. Ces sept bassins versants représentent des zones reconnues de surplus de fumier. Le but de la recherche est de déterminer l'effet des activités agricoles sur la qualité de l'eau potable, particulièrement de celle provenant de la nappe phréatique.

Une des orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire vise à contribuer à la santé, à la sécurité et au bien-être ainsi qu'à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages. Cela implique pour la MRC qu'elle contribue à assurer aux populations actuelles et aux générations futures l'accès à des approvisionnements sûrs et abordables en eau potable de bonne qualité notamment par une planification des usages qui protège les prises de captage d'eau potable.

Le gouvernement demande à la MRC de prévoir un périmètre de protection intégrale d'un rayon de 30 mètres autour de toutes les prises de captage d'eau potable souterraine ou de surface connues du milieu municipal ou du gouvernement, autour de celles desservant les établissements d'enseignement et les établissements à clientèle vulnérable (santé et services sociaux) et de celles alimentant des sites récréatifs (camping, colonie de vacances, camp de plein air familial, etc.), à l'exception de celles visant des résidences isolées. Ces prises d'eau devront être identifiées et localisées dans le schéma d'aménagement révisé. Les prescriptions minimales du RRPOA et de tout autre règlement ou directive applicable devront être respectées.

Par ailleurs, pour assurer une réelle protection des sources souterraines d'approvisionnement à l'égard des contaminants de type bactériologique,

virologique ou chimique, le gouvernement invite la MRC à prévoir, dans son schéma d'aménagement révisé, des périmètres de protection rapprochés et éloignés sur la base de la vulnérabilité de la nappe phréatique et des conditions hydrogéologiques, etc. Des mesures visant la protection des prises d'eau et de leurs aires d'alimentation dans ces périmètres peuvent consister en un contrôle des utilisations du sol. Pour ce faire, la MRC peut se référer au guide élaboré par le ministère de l'Environnement intitulé *Les périmètres de protection autour des captages d'eau souterraine*.

Le gouvernement signale que les municipalités peuvent adopter des règlements qui excèdent les normes prévues à l'article 7 du RRPOA au regard de la protection des prises d'eau potable à la suite d'une étude hydrogéologique. Le gouvernement invite la MRC à discuter cette question avec les membres de son CCA et les représentants des ministères concernés pour déterminer les interventions complémentaires qui pourraient être requises de la part de chacun, dans le respect de leurs responsabilités respectives.

Finalement, parmi les actions gouvernementales, signalons le *Projet de Règlement sur le captage des eaux souterraines* déposé en juin 2001 par le ministère de l'Environnement et qui a pour but d'assurer la protection des sources souterraines d'approvisionnement destinées à la consommation humaine notamment à l'égard des contaminants de types bactériologique et virologique.

Dans une démarche plus globale qui s'inscrit notamment dans la suite du dépôt du rapport de consultation de la Commission sur la gestion de l'eau au Québec, rendu public par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement le 3 mai 2000, le gouvernement entend se doter d'une politique de l'eau dont le dépôt au Conseil des ministres est prévu en 2002. Une des orientations de cette politique est de passer à un mode de gestion intégrée à l'échelle des bassins versants selon une approche de gestion souple et adaptée à la problématique propre à chaque bassin. Des comités de bassin représentant équitablement tous les usagers directement concernés par la gestion et les différentes utilisations de l'eau seront formés. Le ministère de l'Environnement soutiendra techniquement et financièrement les comités de bassin lors de leur organisation ainsi que le fonctionnement de ceux existants.

L'aménagement et l'entretien des cours d'eau en milieu agricole

Étant donné leurs pouvoirs et responsabilités en matière d'entretien des cours d'eau municipaux en milieu agricole, la MRC est invitée, à l'occasion de la révision du schéma d'aménagement, à affirmer sa volonté d'intégrer la préoccupation environnementale lors de la réalisation des travaux d'aménagement et d'entretien des cours d'eau. À cet égard, le ministère de l'Environnement réfère la MRC aux fiches techniques qu'il a préparées relativement à l'entretien et à l'aménagement des cours d'eau municipaux en milieu agricole. D'ailleurs, avec la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale*, sanctionnée le 21 juin 2001, les MRC qui ont été désignées à caractère rural se voient confier la gestion de tous les cours d'eau municipaux, ce qui permettra notamment de promouvoir une stratégie globale d'entretien et d'aménagement des cours d'eau à vocation agricole.

La protection des boisés

La population et un nombre de plus en plus grand de MRC et de municipalités s'intéressent à la protection des boisés et ont des préoccupations à l'égard du déboisement sur l'ensemble du territoire, en milieu urbanisé comme en zone agricole. Plusieurs raisons sont évoquées pour justifier cet intérêt. Outre l'apport économique des boisés, il y a, entre autres, leur rôle dans la préservation des sols contre l'érosion hydrique et éolienne, dans la régulation des eaux et de la nappe phréatique, dans l'équilibre écologique au regard de la préservation d'îlots et d'habitats favorisant une diversité biologique faunique et floristique, dans la protection des potentiels acéricoles et récréotouristiques ainsi que leur valeur paysagère.

Dans certaines régions, le déboisement peut résulter des pressions de l'urbanisation alors que dans d'autres, il peut être occasionné par le développement des activités agricoles. Par exemple, le RRPOA, qui crée notamment l'obligation de respecter les normes de fertilisation phosphatée, entraîne une demande accrue de nouvelles terres à des fins d'épandage de fumier, ce qui occasionne une rareté et une augmentation du prix des terres agricoles. Certains agriculteurs estiment alors plus avantageux de déboiser leur propriété pour augmenter les superficies d'épandage plutôt que d'acheter une nouvelle terre en culture ou de recourir à des terres voisines.

Toutes proportions gardées, le déboisement de superficies importantes peut être lourd de conséquences sur l'environnement. Dans certains secteurs agricoles, la rareté des boisés de ferme ou encore leur importance au point de vue écologique et paysager militent en faveur d'une protection contre le déboisement. Leur importance est encore plus grande lorsqu'ils constituent des habitats d'espèces menacées ou vulnérables. Dans ce contexte, le monde municipal est justifié d'intervenir pour limiter, voire dans certains cas interdire, des pratiques abusives en matière d'abattage d'arbres.

Le gouvernement entend favoriser un modèle de développement durable de l'agriculture qui contribue à la conservation des ressources en s'assurant que la protection des boisés en zone agricole concourt à l'intégrité du milieu naturel tout en réduisant les répercussions du déboisement sur le territoire et les activités agricoles. Par conséquent, il invite la MRC à examiner la problématique de la protection des boisés en zone agricole de manière à éviter, particulièrement dans les secteurs qui sont aux prises avec une diminution marquée des superficies forestières, que l'abattage d'arbres ou le déboisement ne mette en péril le maintien et le renouvellement de cette ressource. Cependant, les dispositions réglementaires que la MRC jugera nécessaire d'adopter au regard des pratiques sylvicoles devront reposer sur une connaissance adéquate de cette problématique et être justifiées afin de ne pas empêcher partout le déboisement à des fins de mise en culture. Afin de bien saisir cette problématique et d'évaluer la pertinence des moyens qui auront été retenus de même que leur conformité aux orientations gouvernementales, la MRC devra effectuer une démarche de planification qui pourrait reposer sur les éléments suivants.

Il serait approprié que la MRC détermine les caractéristiques des différents secteurs pour lesquels des mesures sont envisagées (ex. : forêt continue ou boisés épars résiduels). Elle devrait aussi évaluer sommairement la superficie des boisés en zone agricole par rapport à la superficie totale des boisés d'un

territoire de référence ainsi que la superficie visée par des restrictions ou des interdictions à l'abattage d'arbres et au déboisement à des fins de mise en culture. Cet exercice permettra notamment de relativiser le besoin de protection étant donné, par exemples, la rareté des boisés, leur intérêt écologique ou esthétique, leur disparition ou leur dégradation rapide, la vulnérabilité de la nappe phréatique, etc. Par la suite, il s'agirait de délimiter les secteurs boisés qui doivent faire l'objet de mesures de conservation et de protection et d'évaluer l'impact des mesures envisagées sur le maintien et le développement des activités et des exploitations agricoles. Les dispositions réglementaires retenues devront avoir fait l'objet d'une recherche de consensus avec le CCA.

Par ailleurs, dans le cas où la MRC demandera aux municipalités de prévoir des dispositions normatives pour la protection des boisés en zone agricole, le schéma d'aménagement devra, en s'inspirant de la démarche précédente, prévoir un encadrement comportant des critères pour aider ces dernières dans leur exercice.

- ***Favoriser la cohabitation harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles en zone agricole et à l'interface entre la zone agricole et les secteurs bâtis en déterminant des distances séparatrices et en recourant au zonage des productions***

En zone agricole, la priorité accordée aux usages agricoles de même que le droit de développement consenti à certaines entreprises d'élevage pourront se traduire par une activité agricole plus intense. La MRC et les municipalités doivent intervenir pour favoriser la cohabitation harmonieuse des usages non agricoles et des usages agricoles, particulièrement de ceux générant de fortes charges d'odeur. Les principaux moyens d'intervention dont elles disposent à cet égard sont la détermination de paramètres de distances séparatrices et le recours au zonage des productions.

Les paramètres pour la détermination de distances séparatrices

En vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, la MRC doit inclure, dans le document complémentaire de son schéma d'aménagement, des paramètres pour la détermination des distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en zone agricole. Ces distances séparatrices seront applicables pour toute unité d'élevage⁹, sous réserve du droit de développement consenti à certaines exploitations agricoles par la *Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives* entrée en vigueur le 21 juin 2001.

Sous réserve des adaptations que la MRC pourra leur apporter pour tenir compte des particularités de son territoire, les paramètres inclus à la deuxième partie du présent document devront être intégrés au document complémentaire du schéma d'aménagement. Au regard des caractéristiques d'un milieu en particulier, de telles adaptations peuvent être requises, soit pour assurer une

⁹ Une unité d'élevage est constituée d'une installation d'élevage ou, lorsqu'il y en a plus d'une, de l'ensemble des installations d'élevage dont un point du périmètre de l'une est à moins de 150 mètres de la prochaine et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent. Une installation d'élevage correspond à un bâtiment où des animaux sont élevés ou à un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à des fins autres que le pâturage, des animaux.

cohabitation harmonieuse des usages agricoles et non agricoles, soit encore pour favoriser le développement d'activités d'élevage existantes. Aussi, il importe que la MRC évalue l'impact de ces paramètres sur son territoire et qu'elle procède aux adaptations requises, le cas échéant. L'objectif poursuivi est d'aboutir à l'adoption de règlements de zonage relatifs aux distances séparatrices qui soient réellement adaptés aux particularités du milieu et dont l'entrée en vigueur favorise le développement des activités et des exploitations agricoles, tout en tenant compte de l'obligation qu'a la MRC d'assurer la cohabitation harmonieuse des usages agricoles et non agricoles, dans une perspective de développement durable.

La MRC devra préciser les motifs justifiant les modifications qu'elle souhaite apporter aux paramètres gouvernementaux et discuter cette question avec son CCA. Cette tâche sera plus aisée si elle dispose d'un portrait factuel de l'utilisation de sa zone agricole (par exemple, les exploitations agricoles et les usages non agricoles existants) et qu'elle en établit les caractéristiques. À la lumière de cette information, elle pourra évaluer si les paramètres gouvernementaux sont adéquats pour gérer les inconvénients d'odeurs qui pourraient découler de l'implantation de nouvelles unités d'élevage. Dans le cas contraire, elle pourra apporter les adaptations nécessaires pour assurer une cohabitation harmonieuse et préciser les parties de son territoire visées par ces adaptations.

Dans le cadre de cet exercice, la MRC pourra apporter les adaptations qu'elle estime appropriées aux définitions, à la liste des immeubles protégés (ex. : prévoir des mesures de protection particulière pour certains types de commerces, retirer certains types d'immeubles à protéger, etc.) et au facteur d'usage (paramètre G). Elle pourra aussi tenir compte des vents dominants. À cet égard, le rayon de protection pourra s'inspirer des distances prévues à l'annexe H et faire l'objet d'une justification appropriée. Ces adaptations ne pourront toutefois concerner les éléments fondamentaux de la méthode de calcul. Ces éléments sont l'équivalence en unités animales (paramètre A), les distances de base (paramètre B), la charge d'odeur attribuée à une espèce (paramètre C), le facteur applicable au type de fumier (paramètre D), le type de projet (paramètre E) et la valeur attribuée aux techniques d'atténuation (paramètre F).

√ La gestion des constructions et usages dérogatoires protégés par des droits acquis

Pour ce qui est des unités d'élevage existantes, la MRC devrait évaluer l'impact des distances séparatrices établies sur leur capacité de développement. À titre d'exemple, cette évaluation pourrait être effectuée par secteurs et catégories de constructions et d'usages. Le schéma d'aménagement révisé devrait prévoir, dans le document complémentaire, les dispositions applicables ou les règles que les municipalités locales devront respecter pour gérer ces unités d'élevage en vertu des pouvoirs prévus au paragraphe 18^o de l'article 113 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. Un règlement de contrôle intérimaire devrait également prévoir de telles dispositions ou règles. À cet égard, rappelons que ces règles pourront être établies par zone et varier selon les catégories de constructions et d'usages. Enfin, le schéma devra également indiquer qu'il sera toujours loisible pour la municipalité de recourir à un règlement sur les dérogations mineures pour tenir compte de cas particuliers.

Le recours au zonage des productions agricoles

Certaines municipalités ont eu recours, par le passé, à leurs pouvoirs en matière d'urbanisme pour interdire l'implantation de nouvelles unités d'élevage générant de fortes charges d'odeur, principalement des porcheries, dans certaines parties de leur territoire. Cette technique est communément connue sous le vocable de «zonage des productions agricoles». Les règlements municipaux auxquels elle a donné lieu et leurs conséquences sur les activités agricoles sont toutefois fort variables. Par exemple, certaines municipalités ont interdit l'implantation de porcheries sur la totalité de leur territoire ou encore ont confiné celles-ci sur des portions très restreintes de celui-ci rendant ainsi pratiquement impossible l'implantation de ces constructions. Règle générale, de telles interdictions ou restrictions vont à l'encontre des orientations gouvernementales en matière de protection du territoire et des activités agricoles.

D'autres municipalités ont eu recours au zonage pour éviter l'implantation d'usages conflictuels dans un territoire sensible (par exemple, la zone de recharge d'une nappe phréatique) ou encore pour établir, autour d'un périmètre d'urbanisation, une zone d'exclusion à l'intérieur de laquelle les élevages à forte charge d'odeur sont prohibés. De telles limitations ou interdictions visant certaines activités agricoles en zone agricole sont possibles à la condition qu'elles ne s'adressent qu'aux nouvelles unités d'élevage¹⁰ et qu'elles respectent les orientations gouvernementales en matière de protection du territoire et des activités agricoles.

Le recours au zonage des productions agricoles peut être privilégié à l'égard des nouvelles unités d'élevage pour assurer l'harmonisation des usages sous certaines conditions. Le zonage des productions sera possible aux endroits ou dans les cas suivants : en périphérie d'un périmètre d'urbanisation, dans les zones de villégiature ou récréotouristiques déterminées dans le schéma d'aménagement et, enfin, dans d'autres zones déterminées dans le schéma afin de tenir compte d'une situation particulière et sur la base de justifications appropriées. Cette question devra être discutée avec le comité consultatif agricole. Le schéma devra préciser l'extension spatiale que les municipalités pourront donner à ce zonage.

Lorsque cette technique sera utilisée autour d'un périmètre d'urbanisation, le rayon de protection pourra s'inspirer des distances prévues à l'annexe H et faire l'objet d'une justification appropriée.

Dans la mesure où un zonage des productions agricoles est envisagé, le gouvernement demande à la MRC de prévoir ou encore d'indiquer aux municipalités locales les règles pour gérer les constructions et les usages qui deviendraient ainsi dérogoires.

¹⁰ Incluant toute nouvelle installation d'élevage réalisée à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage existante d'une même exploitation agricole ; ainsi que tout remplacement d'un élevage par un groupe ou une catégorie d'animaux interdite par le zonage de production, à moins que ce dernier bénéficie du droit de développement consenti à certaines exploitations agricoles par la *Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives* entrée en vigueur le 21 juin 2001.

- ✓ De la finalité du règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale

Le règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) permet d'optimiser la réalisation d'une intervention pour tenir compte de particularités du site et qu'elle s'insère le mieux possible dans son milieu. Cet outil permet à une municipalité de compléter sa réglementation d'urbanisme avec des objectifs et des critères d'ordre qualitatif qui peuvent difficilement être exprimés par des normes ou des règles habituelles en matière de zonage, de lotissement ou de construction.

Ce règlement permet au conseil d'une municipalité doté d'une comité consultatif d'urbanisme d'assujettir la délivrance d'un permis de construction ou de lotissement ou de certificats d'autorisation ou d'occupation à l'approbation de plans relatifs à l'implantation et à l'architecture des constructions ou à l'aménagement des terrains ou aux travaux qui y sont reliés. Cet outil pourrait être utilisé en zone agricole pour favoriser l'intégration de nouvelles constructions agricoles dans certains secteurs sensibles. Par exemple, lors de l'implantation d'un bâtiment d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des fumiers près d'un site patrimonial, une municipalité pourrait chercher à amoindrir l'impact visuel par le choix d'un emplacement approprié sur le site d'élevage, par l'utilisation d'écrans végétaux, par l'aménagement du terrain autour de l'ouvrage, etc.

Le gouvernement demande à la MRC de préciser dans son schéma d'aménagement révisé qu'un règlement sur les PIIA ne devra en aucun cas être utilisé pour interdire un usage agricole ou pour contrôler le développement des entreprises agricoles. Par exemple, un règlement sur les PIIA ne pourra contenir de dispositions concernant la gestion des élevages ou des objets visés par le *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole*.

◆ 3^{ème} Objectif

Planifier, en concertation avec le milieu, des actions de développement des activités et des exploitations agricoles en zone agricole

Au-delà d'un aménagement du territoire qui crée des conditions propices au développement de l'agriculture, la MRC et les intervenants agricoles et socioéconomiques peuvent reconnaître la nécessité, dans certaines situations, de poser des gestes complémentaires afin de stimuler le développement des activités et des entreprises agricoles en zone agricole. Dans cette optique, plusieurs MRC et municipalités locales ont entrepris des actions ou du moins une réflexion quant aux possibilités de mise en valeur qu'offre leur zone agricole.

- ✓ Un plan de développement de la zone agricole

Dans la suite de l'exercice de caractérisation de la zone agricole effectué dans le cadre de la révision de leur schéma d'aménagement, des MRC ont manifesté l'intention de poursuivre le travail d'analyse et de concertation entrepris en vue d'élaborer un plan de développement de leur zone agricole. Certaines, dans un contexte métropolitain, ont élaboré des plans d'action visant le remembrement de terres pour leur remise en production à des fins agricoles. D'autres, dans un contexte rural, sont en train de déterminer diverses possibilités de développement du territoire agricole et de ses potentiels, incluant une

transformation et une mise en marché de la production locale. Ces MRC visent à assurer un plus grand développement des ressources de la zone agricole pour le bénéfice de l'ensemble de leurs citoyens.

Une telle initiative, qui est effectivement souhaitée par le gouvernement, s'inscrit dans la démarche qu'il a présentée dans le document intitulé *Pour une politique de soutien au développement local et régional*. Selon cette politique, et en collaboration avec le Conseil local de développement (CLD), la MRC et les municipalités participent à la programmation d'actions destinées à assurer le développement de leur territoire. Ces actions s'inscrivent en continuité avec la planification stratégique de développement élaborée à l'échelle de la région administrative que vient de réviser la majorité des Conseils régionaux de développement (CRD). Le gouvernement réitère son invitation à la MRC à s'inspirer du contenu de l'entente-cadre de développement pour déterminer, eu égard à ses pouvoirs et à ses responsabilités, comment elle pourrait contribuer à la réalisation des objectifs et des projets y apparaissant.

Par ailleurs, des tables régionales de concertation en agroalimentaire proposent des actions locales contribuant au développement du secteur agroalimentaire. Ces tables ont aussi le mandat de collaborer à la définition et à l'atteinte des objectifs de la région dans le secteur bioalimentaire, d'élaborer un plan stratégique de développement de ce secteur et de s'assurer de sa mise en œuvre. Enfin, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, qui s'associe aux partenaires intéressés par des ententes spécifiques sur le développement de l'agroalimentaire et sur des priorités régionales en cette matière, peut aider la MRC à acquérir une meilleure connaissance du secteur agroalimentaire et de ses possibilités de développement. Il entend appuyer dans sa démarche de planification et dans la réalisation des projets qui favoriseront le développement des activités et des exploitations agricoles de sa zone agricole.

Si, en complément de son schéma d'aménagement révisé, la MRC souhaite se doter d'un plan ou d'une stratégie de développement de sa zone agricole, elle pourrait compléter le portrait de la zone agricole dressé lors de la révision du schéma. Elle pourrait, par exemple, réaliser un inventaire de l'état des ressources, des potentiels à mettre en valeur, des produits agricoles et forestiers, de leur transformation et de leur commercialisation et identifier les infrastructures nécessaires à ces activités. La MRC pourrait constater ainsi plus facilement les forces et les faiblesses du développement de sa zone agricole. Elle pourrait déterminer les orientations et les objectifs de développement de même que les moyens nécessaires à leur réalisation. Elle pourrait enfin prévoir, dans le plan d'action qui accompagne son schéma, les actions qu'elle envisage et les collaborations qu'elle prévoit pour l'aider à atteindre les objectifs qu'elle se serait fixés.

√ Le développement des élevages et sa contribution à la vitalité du milieu agricole

L'implantation de nouvelles unités d'élevage ou encore l'agrandissement de celles existantes peut s'avérer une intéressante opportunité de développement pour les MRC. Toutefois, l'implantation de nouveaux élevages, particulièrement ceux à forte charge d'odeur, a des impacts qu'il est important de prendre en considération pour favoriser leur intégration dans le milieu.

L'article 79.1 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* précise qu'à l'égard de la zone agricole, la MRC doit exercer ses pouvoirs habilitants en matière d'aménagement et d'urbanisme avec l'objectif de favoriser l'utilisation prioritaire du sol à des fins d'activités agricoles et en tenant compte de l'objet de cette loi qui vise entre autres à favoriser, dans une perspective de développement durable, la protection et le développement des activités et des entreprises agricoles. Elle doit de plus, en vertu de l'article 5 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, favoriser la coexistence harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles.

À titre de protagoniste en matière d'aménagement du territoire agricole, de développement du milieu rural et de concertation, la MRC peut vouloir examiner, avec son CCA et les intervenants socioéconomiques de son milieu, les défis que pose l'implantation de tels élevages et proposer des solutions adaptées, de manière à en favoriser l'acceptation sociale, la rentabilité économique et le respect de l'environnement.

Si tel est le cas, une telle démarche devra s'inscrire dans le respect des objectifs gouvernementaux qui visent le développement des activités et des entreprises agricoles et ne pas interdire ou restreindre abusivement le développement de ces productions. Les solutions retenues devront être en conformité avec les pouvoirs dont disposent la MRC et la municipalité en matière d'aménagement du territoire.

ANNEXE - UNE PARTICIPATION ACTIVE DU COMITÉ CONSULTATIF AGRICOLE À LA PLANIFICATION DE L'AMÉNAGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA ZONE AGRICOLE

Pour diverses raisons, la fréquence et la qualité de la participation du comité consultatif agricole à la révision et à la mise en œuvre du schéma d'aménagement, peut varier d'une MRC à l'autre. Le gouvernement rappelle l'importance que le CCA soit étroitement associé à la planification de l'aménagement et du développement de la zone agricole de même qu'à l'analyse de toute question concernant ce territoire. En contrepartie, afin de pouvoir collaborer de manière responsable et prospective à la révision du schéma, il importe que le CCA, de concert avec la MRC, acquière une solide connaissance du territoire agricole et de sa dynamique sur les plans de l'aménagement, du développement et de l'environnement. Ainsi outillé, il sera mieux en mesure de contribuer activement à la détermination des enjeux et des objectifs liés à la planification de son aménagement et de conseiller adéquatement la MRC sur des solutions adaptées aux particularités du territoire au regard de problèmes à éviter ou à corriger.

Le gouvernement considère important que la MRC continue d'avoir recours à son CCA après l'entrée en vigueur de son schéma d'aménagement révisé et il l'invite à déterminer conjointement les tâches qui pourraient lui être confiées. À titre d'exemple, le CCA pourrait formuler un avis à la MRC sur les demandes d'autorisation d'intérêt régional à être transmises à la Commission de protection du territoire agricole du Québec ou encore, sur demande de leur part, aider les municipalités locales, lors de la modification de leur réglementation d'urbanisme, à tenir compte des dispositions du schéma relatives à la gestion de la zone agricole et aux paramètres pour la détermination de distances séparatrices. Le CCA pourrait également aider la MRC à sensibiliser les exploitants agricoles aux inconvénients d'odeurs pour le voisinage et à développer des approches pour encourager l'adoption de pratiques favorisant une cohabitation harmonieuse.

Un climat de confiance au sein du CCA ainsi qu'entre celui-ci et le conseil de la MRC est primordial afin que ce comité puisse remplir adéquatement son rôle conseil lors de la révision du schéma d'aménagement et de sa mise en œuvre. De plus, afin d'être en mesure d'établir une planification crédible, il lui faut pouvoir compter sur la contribution de chacun des membres du comité à la connaissance objective des caractéristiques du territoire agricole, de sa dynamique et des problèmes liés à son aménagement, à son développement et à sa qualité sur le plan environnemental. Il lui faut également s'assurer que l'approche de résolution de problèmes et les recommandations du CCA tiennent compte des préoccupations de l'ensemble des intervenants concernés par le territoire agricole. La MRC sera ainsi en mesure de procéder à l'arbitrage des préoccupations des divers groupes de citoyens et de prendre les décisions qui s'imposent.

Enfin, le gouvernement considère qu'une des conditions pour assurer un bon fonctionnement du CCA est notamment le traitement équitable des membres. Aussi, en matière de remboursement des dépenses, la *Loi sur le traitement des élus municipaux* a été modifiée le 21 juin 2001 et vient préciser que les personnes qui siègent à un comité d'une MRC, sans être des membres de son conseil, doivent être traitées de la même manière que les membres du conseil.

**LES PARAMÈTRES POUR LA DÉTERMINATION DES
DISTANCES SÉPARATRICES RELATIFS À LA
GESTION DES ODEURS EN ZONE AGRICOLE**

NOTE

La présente annexe comprend les paramètres gouvernementaux pour la détermination de distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en zone agricole. Depuis la version publiée en 1997, ces paramètres ont été modifiés à la lumière des recommandations contenues dans le *Rapport du groupe de travail gouvernemental sur la mise en œuvre du régime de protection des activités agricoles et des problèmes reliés à l'application de la Loi 23 et des paramètres de distances séparatrices* de même qu'à celle de la *Loi modifiant la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives* (2001, chapitre 35).

Le gouvernement demande à la MRC de tenir compte du contenu de cette annexe pour l'élaboration des paramètres de distances séparatrices qui devront figurer dans le document complémentaire du schéma d'aménagement révisé en vertu des dispositions de l'article 5 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

MODÈLE DE GESTION DES ODEURS

1. Objet

Les dispositions suivantes ne visent que les odeurs causées par les pratiques agricoles. Elles n'ont pas pour effet de soustraire les exploitations agricoles à l'obligation de respecter les normes environnementales contenues dans les réglementations spécifiques du ministère de l'Environnement. Elles ne visent qu'à établir un procédé pour déterminer des distances séparatrices aptes à favoriser une cohabitation harmonieuse des usages en zone agricole. Des adaptations pourront être apportées à ces paramètres afin de tenir compte de contextes locaux particuliers dans la mesure prévue à l'article 7 des présents paramètres.

2. Définitions

Maison d'habitation

Une maison d'habitation d'une superficie d'au moins 21 m² qui n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause ou à un actionnaire ou dirigeant qui est propriétaire ou exploitant de ces installations.

Immeuble protégé

- a) un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture;
- b) un parc municipal;
- c) une plage publique ou une marina;
- d) le terrain d'un établissement d'enseignement ou d'un établissement au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2);
- e) un établissement de camping;
- f) les bâtiments d'une base de plein air ou d'un centre d'interprétation de la nature;
- g) le chalet d'un centre de ski ou d'un club de golf;
- h) un temple religieux;
- i) un théâtre d'été;
- j) un établissement d'hébergement au sens du *Règlement sur les établissements touristiques*, à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meublé rudimentaire;
- k) un bâtiment servant à des fins de dégustation de vins dans un vignoble ou un établissement de restauration de 20 sièges et plus détenteur d'un permis d'exploitation à l'année ainsi qu'une table champêtre ou toute autre formule similaire lorsqu'elle n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

Site patrimonial protégé

Site patrimonial reconnu par une instance compétente et identifié au schéma d'aménagement.

Périmètre d'urbanisation d'une municipalité

La limite prévue de l'extension future de l'habitat de type urbain dans une municipalité déterminée par le schéma d'aménagement à l'exception de toute partie de ce périmètre qui serait comprise dans une zone agricole.

Marina

Ensemble touristique comprenant le port de plaisance et les aménagements qui le bordent et identifié au schéma d'aménagement.

Camping

Établissement qui offre au public, moyennant rémunération, des sites permettant d'accueillir des véhicules de camping ou des tentes, à l'exception du camping à la ferme appartenant au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

Gestion solide

Le mode d'évacuation d'un bâtiment d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des déjections animales dont la teneur en eau est inférieure à 85 % à la sortie du bâtiment.

Gestion liquide

Tout mode d'évacuation des déjections animales autre que la gestion sur fumier solide.

Installation d'élevage

Un bâtiment où des animaux sont élevés ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à des fins autres que le pâturage, des animaux y compris, le cas échéant, tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

Unité d'élevage

Une installation d'élevage ou, lorsqu'il y en a plus d'une, l'ensemble des installations d'élevage dont un point du périmètre de l'une est à moins de 150 mètres de la prochaine et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

3. Distances séparatrices relatives aux installations d'élevage

Les distances séparatrices sont obtenues en multipliant entre eux les paramètres B, C, D, E, F et G présentés ci-après. Des exemples de calculs sont présentés à la fin du document¹¹.

¹¹ La distance entre, d'une part, l'installation d'élevage et le lieu d'entreposage des fumiers et, d'autre part, un bâtiment non agricole avoisinant pourrait être calculée en établissant une droite imaginaire entre la partie la plus avancée des constructions considérées, à l'exception de galeries, perrons, avant-toits, patios, terrasses, cheminées et rampes d'accès.

Ces paramètres sont les suivants.

Le **paramètre A** correspond au nombre maximum d'unités animales gardées au cours d'un cycle annuel de production. Il sert à la détermination du paramètre B. On l'établit à l'aide du tableau de l'annexe A.

Le **paramètre B** est celui des distances de base. Il est établi en recherchant dans le tableau figurant à l'annexe B la distance de base correspondant à la valeur calculée pour le paramètre A.

Le **paramètre C** est celui du potentiel d'odeur. Le tableau de l'annexe C présente le potentiel d'odeur selon le groupe ou la catégorie d'animaux en cause.

Le **paramètre D** correspond au type de fumier. Le tableau de l'annexe D fournit la valeur de ce paramètre au regard du mode de gestion des engrais de ferme.

Le **paramètre E** renvoie au type de projet. Lorsqu'une unité d'élevage aura bénéficié de la totalité du droit de développement que lui confère la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, ou pour accroître son cheptel de plus de 75 unités animales, elle pourra bénéficier d'assouplissements au regard des distances séparatrices applicables sous réserve du contenu de l'annexe E jusqu'à un maximum de 225 unités animales.

Le **paramètre F** est le facteur d'atténuation. Ce paramètre figure à l'annexe F. Il permet d'intégrer l'effet d'atténuation des odeurs résultant de la technologie utilisée.

Le **paramètre G** est le facteur d'usage. Il est fonction du type d'unité de voisinage considéré. L'annexe G précise la valeur de ce facteur.

4. Reconstruction, à la suite d'un sinistre, d'un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis

Dans l'éventualité où un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis serait détruit à la suite d'un incendie ou par quelque autre cause, la municipalité devra s'assurer que le producteur visé puisse poursuivre son activité¹² et que l'implantation du nouveau bâtiment soit réalisée en conformité avec les règlements en vigueur de manière à améliorer la situation antérieure en ce qui a trait à la cohabitation harmonieuse avec les usages avoisinants, sous réserve de l'application d'un règlement adopté en vertu du troisième paragraphe de l'article 118 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. Entre autres, les marges latérales et avant prévues à la réglementation municipale devront être respectées. S'il y a impossibilité de respecter les normes exigées dans la réglementation, une dérogation mineure aux dispositions du règlement de zonage pourrait être accordée afin de permettre la reconstruction du bâtiment principal et des constructions accessoires¹³.

¹² En vertu du paragraphe 18° de l'article 113 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, une municipalité peut déterminer une période de temps qui ne peut être inférieure à six mois pour l'abandon, la cessation ou l'interruption d'un usage.

¹³ En vertu des articles 145.1 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, le conseil d'une municipalité peut accorder une dérogation mineure si une personne ne peut respecter la réglementation en vigueur dans les cas où son application a pour effet de causer un préjudice sérieux au demandeur. Toutefois, une telle dérogation ne peut être accordée si elle porte atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.

5. Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des engrais de ferme situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage

Lorsque des engrais de ferme sont entreposés à l'extérieur de l'installation d'élevage, des distances séparatrices doivent être respectées. Elles sont établies en considérant qu'une unité animale nécessite une capacité d'entreposage de 20 m³. Par exemple, la valeur du paramètre A dans le cas d'un réservoir d'une capacité de 1000 m³ correspond à 50 unités animales. Une fois établie cette équivalence, il est possible de déterminer la distance de base correspondante à l'aide du tableau B. La formule multipliant entre eux les paramètres B, C, D, E, F et G peut alors être appliquée. Le tableau suivant illustre des cas où C, D et E valent 1, le paramètre G variant selon l'unité de voisinage considérée.

Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des lisiers ¹⁴ situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage

| Capacité ¹⁵ d'entreposage (m ³) | Distance séparatrice (m) | | |
|--|--------------------------|---------------------|-----------------------------|
| | Maison d'habitation | Immeuble protégé | Périmètre d'urbanisation |
| 1 000 | 148 | 295 | 443 |
| 2 000 | 184 | 367 | 550 |
| 3 000 | 208 | 416 | 624 |
| 4 000 | 228 | 456 | 684 |
| 5 000 | 245 | 489 | 734 |
| 6 000 | 259 | 517 | 776 |
| 7 000 | 272 | 543 | 815 |
| 8 000 | 283 | 566 | 849 |
| 9 000 | 294 | 588 | 882 |
| 10 000 | 304 | 607 | 911 |

6. Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme

La nature des engrais de ferme de même que l'équipement utilisé sont déterminants quant aux distances séparatrices à respecter lors de l'épandage. Les distances proposées dans le tableau suivant constituent un compromis entre les pratiques d'épandage et la protection des autres usages en milieu agricole. Depuis le 1^{er} janvier 1998, l'utilisation du gicleur et de la lance (canon) est bannie en vertu des dispositions du *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole*.

¹⁴ Pour les fumiers, multiplier les distances ci-dessus par 0,8.

¹⁵ Pour d'autres capacités d'entreposage, faire les calculs nécessaires en utilisant une règle de proportionnalité ou les données du paramètre A.

Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme ¹⁶

| | | Distance requise de toute maison d'habitation, d'un périmètre d'urbanisation ou d'un immeuble protégé (m) | | |
|---------------|--|---|-----------------------|-----------------|
| Type | Mode d'épandage | | du 15 juin au 15 août | Autre temps |
| LISIER | Aéroaspersion (citerne) | lisier laissé en surface plus de 24 heures | 75 | 25 |
| | | lisier incorporé en moins de 24 heures | 25 | X ¹⁷ |
| | aspersion | par rampe | 25 | X |
| | | par pendillard | X | X |
| | incorporation simultanée | | X | X |
| FUMIER | frais, laissé en surface plus de 24 heures | | 75 | X |
| | frais, incorporé en moins 24 heures | | X | X |
| | compost | | X | X |

7. Adaptations

Une MRC ou une municipalité peut souhaiter adapter les dispositions des différents articles des présents paramètres. Elle peut aussi se trouver devant un cas pour lequel leur stricte application conduirait à une décision inopportune ou inapplicable. En pareil cas, les adaptations envisagées devront être discutées avec le comité consultatif agricole. De plus, si une MRC ou une municipalité juge que la présence de vents dominants crée des conditions particulières sur son territoire, elle pourra déterminer un facteur applicable au calcul des distances à l'égard des bâtiments et des lieux d'entreposage des fumiers et des lisiers. À cet égard, le rayon de protection pourra s'inspirer des distances prévues à l'annexe H et faire l'objet de justifications appropriées.

¹⁶ Aucune distance séparatrice n'est requise pour les zones inhabitées d'un périmètre d'urbanisation.

¹⁷X = Épandage permis jusqu'aux limites du champ.

ANNEXES

ANNEXE A - NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES (PARAMÈTRE A)

1. Aux fins de la détermination du paramètre A sont équivalents à une unité animale les animaux figurant dans le tableau ci-après en fonction du nombre prévu.
2. Pour toute autre espèce animale, un animal d'un poids égal ou supérieur à 500 kg ou un groupe d'animaux de cette espèce dont le poids total est de 500 kg équivaut à une unité animale.
3. Lorsqu'un poids est indiqué dans la présente annexe, il s'agit du poids de l'animal prévu à la fin de la période d'élevage.

| Groupe ou catégorie d'animaux | Nombre d'animaux équivalent à une unité animale |
|--|---|
| Vache, taureau, cheval | 1 |
| Veaux d'un poids de 225 à 500 kg chacun | 2 |
| Veaux d'un poids inférieur à 225 kg chacun | 5 |
| Porcs d'élevage d'un poids de 20 à 100 kg chacun | 5 |
| Porcelets d'un poids inférieur à 20 kg chacun | 25 |
| Truies et les porcelets non sevrés dans l'année | 4 |
| Poules ou coqs | 125 |
| Poulets à griller | 250 |
| Poulettes en croissance | 250 |
| Cailles | 1500 |
| Faisans | 300 |
| Dindes à griller d'un poids de 5 à 5,5 kg chacune | 100 |
| Dindes à griller d'un poids de 8,5 à 10 kg chacune | 75 |
| Dindes à griller d'un poids de 13 kg chacune | 50 |
| Visons femelles excluant les mâles et les petits | 100 |
| Renards femelles excluant les mâles et les petits | 40 |
| Moutons et agneaux de l'année | 4 |
| Chèvres et chevreaux de l'année | 6 |
| Lapins femelles excluant les mâles et les petits | 40 |

ANNEXE B - DISTANCES DE BASE (PARAMÈTRE B) ¹

| U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. |
|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|
| 1 | 86 | 51 | 297 | 101 | 368 | 151 | 417 | 201 | 456 | 251 | 489 | 301 | 518 | 351 | 544 | 401 | 567 | 451 | 588 |
| 2 | 107 | 52 | 299 | 102 | 369 | 152 | 418 | 202 | 457 | 252 | 490 | 302 | 518 | 352 | 544 | 402 | 567 | 452 | 588 |
| 3 | 122 | 53 | 300 | 103 | 370 | 153 | 419 | 203 | 458 | 253 | 490 | 303 | 519 | 353 | 544 | 403 | 568 | 453 | 589 |
| 4 | 133 | 54 | 302 | 104 | 371 | 154 | 420 | 204 | 458 | 254 | 491 | 304 | 520 | 354 | 545 | 404 | 568 | 454 | 589 |
| 5 | 143 | 55 | 304 | 105 | 372 | 155 | 421 | 205 | 459 | 255 | 492 | 305 | 520 | 355 | 545 | 405 | 568 | 455 | 590 |
| 6 | 152 | 56 | 306 | 106 | 373 | 156 | 421 | 206 | 460 | 256 | 492 | 306 | 521 | 356 | 546 | 406 | 569 | 456 | 590 |
| 7 | 159 | 57 | 307 | 107 | 374 | 157 | 422 | 207 | 461 | 257 | 493 | 307 | 521 | 357 | 546 | 407 | 569 | 457 | 590 |
| 8 | 166 | 58 | 309 | 108 | 375 | 158 | 423 | 208 | 461 | 258 | 493 | 308 | 522 | 358 | 547 | 408 | 570 | 458 | 591 |
| 9 | 172 | 59 | 311 | 109 | 377 | 159 | 424 | 209 | 462 | 259 | 494 | 309 | 522 | 359 | 547 | 409 | 570 | 459 | 591 |
| 10 | 178 | 60 | 312 | 110 | 378 | 160 | 425 | 210 | 463 | 260 | 495 | 310 | 523 | 360 | 548 | 410 | 571 | 460 | 592 |
| 11 | 183 | 61 | 314 | 111 | 379 | 161 | 426 | 211 | 463 | 261 | 495 | 311 | 523 | 361 | 548 | 411 | 571 | 461 | 592 |
| 12 | 188 | 62 | 315 | 112 | 380 | 162 | 426 | 212 | 464 | 262 | 496 | 312 | 524 | 362 | 549 | 412 | 572 | 462 | 592 |
| 13 | 193 | 63 | 317 | 113 | 381 | 163 | 427 | 213 | 465 | 263 | 496 | 313 | 524 | 363 | 549 | 413 | 572 | 463 | 593 |
| 14 | 198 | 64 | 319 | 114 | 382 | 164 | 428 | 214 | 465 | 264 | 497 | 314 | 525 | 364 | 550 | 414 | 572 | 464 | 593 |
| 15 | 202 | 65 | 320 | 115 | 383 | 165 | 429 | 215 | 466 | 265 | 498 | 315 | 525 | 365 | 550 | 415 | 573 | 465 | 594 |
| 16 | 206 | 66 | 322 | 116 | 384 | 166 | 430 | 216 | 467 | 266 | 498 | 316 | 526 | 366 | 551 | 416 | 573 | 466 | 594 |
| 17 | 210 | 67 | 323 | 117 | 385 | 167 | 431 | 217 | 467 | 267 | 499 | 317 | 526 | 367 | 551 | 417 | 574 | 467 | 594 |
| 18 | 214 | 68 | 325 | 118 | 386 | 168 | 431 | 218 | 468 | 268 | 499 | 318 | 527 | 368 | 552 | 418 | 574 | 468 | 595 |
| 19 | 218 | 69 | 326 | 119 | 387 | 169 | 432 | 219 | 469 | 269 | 500 | 319 | 527 | 369 | 552 | 419 | 575 | 469 | 595 |
| 20 | 221 | 70 | 328 | 120 | 388 | 170 | 433 | 220 | 469 | 270 | 501 | 320 | 528 | 370 | 553 | 420 | 575 | 470 | 596 |
| 21 | 225 | 71 | 329 | 121 | 389 | 171 | 434 | 221 | 470 | 271 | 501 | 321 | 528 | 371 | 553 | 421 | 575 | 471 | 596 |
| 22 | 228 | 72 | 331 | 122 | 390 | 172 | 435 | 222 | 471 | 272 | 502 | 322 | 529 | 372 | 554 | 422 | 576 | 472 | 596 |
| 23 | 231 | 73 | 332 | 123 | 391 | 173 | 435 | 223 | 471 | 273 | 502 | 323 | 530 | 373 | 554 | 423 | 576 | 473 | 597 |
| 24 | 234 | 74 | 333 | 124 | 392 | 174 | 436 | 224 | 472 | 274 | 503 | 324 | 530 | 374 | 554 | 424 | 577 | 474 | 597 |
| 25 | 237 | 75 | 335 | 125 | 393 | 175 | 437 | 225 | 473 | 275 | 503 | 325 | 531 | 375 | 555 | 425 | 577 | 475 | 598 |
| 26 | 240 | 76 | 336 | 126 | 394 | 176 | 438 | 226 | 473 | 276 | 504 | 326 | 531 | 376 | 555 | 426 | 578 | 476 | 598 |
| 27 | 243 | 77 | 338 | 127 | 395 | 177 | 438 | 227 | 474 | 277 | 505 | 327 | 532 | 377 | 556 | 427 | 578 | 477 | 598 |
| 28 | 246 | 78 | 339 | 128 | 396 | 178 | 439 | 228 | 475 | 278 | 505 | 328 | 532 | 378 | 556 | 428 | 578 | 478 | 599 |
| 29 | 249 | 79 | 340 | 129 | 397 | 179 | 440 | 229 | 475 | 279 | 506 | 329 | 533 | 379 | 557 | 429 | 579 | 479 | 599 |
| 30 | 251 | 80 | 342 | 130 | 398 | 180 | 441 | 230 | 476 | 280 | 506 | 330 | 533 | 380 | 557 | 430 | 579 | 480 | 600 |
| 31 | 254 | 81 | 343 | 131 | 399 | 181 | 442 | 231 | 477 | 281 | 507 | 331 | 534 | 381 | 558 | 431 | 580 | 481 | 600 |
| 32 | 256 | 82 | 344 | 132 | 400 | 182 | 442 | 232 | 477 | 282 | 507 | 332 | 534 | 382 | 558 | 432 | 580 | 482 | 600 |
| 33 | 259 | 83 | 346 | 133 | 401 | 183 | 443 | 233 | 478 | 283 | 508 | 333 | 535 | 383 | 559 | 433 | 581 | 483 | 601 |
| 34 | 261 | 84 | 347 | 134 | 402 | 184 | 444 | 234 | 479 | 284 | 509 | 334 | 535 | 384 | 559 | 434 | 581 | 484 | 601 |
| 35 | 264 | 85 | 348 | 135 | 403 | 185 | 445 | 235 | 479 | 285 | 509 | 335 | 536 | 385 | 560 | 435 | 581 | 485 | 602 |
| 36 | 266 | 86 | 350 | 136 | 404 | 186 | 445 | 236 | 480 | 286 | 510 | 336 | 536 | 386 | 560 | 436 | 582 | 486 | 602 |
| 37 | 268 | 87 | 351 | 137 | 405 | 187 | 446 | 237 | 481 | 287 | 510 | 337 | 537 | 387 | 560 | 437 | 582 | 487 | 602 |
| 38 | 271 | 88 | 352 | 138 | 406 | 188 | 447 | 238 | 481 | 288 | 511 | 338 | 537 | 388 | 561 | 438 | 583 | 488 | 603 |
| 39 | 273 | 89 | 353 | 139 | 406 | 189 | 448 | 239 | 482 | 289 | 511 | 339 | 538 | 389 | 561 | 439 | 583 | 489 | 603 |
| 40 | 275 | 90 | 355 | 140 | 407 | 190 | 448 | 240 | 482 | 290 | 512 | 340 | 538 | 390 | 562 | 440 | 583 | 490 | 604 |
| 41 | 277 | 91 | 356 | 141 | 408 | 191 | 449 | 241 | 483 | 291 | 512 | 341 | 539 | 391 | 562 | 441 | 584 | 491 | 604 |
| 42 | 279 | 92 | 357 | 142 | 409 | 192 | 450 | 242 | 484 | 292 | 513 | 342 | 539 | 392 | 563 | 442 | 584 | 492 | 604 |
| 43 | 281 | 93 | 358 | 143 | 410 | 193 | 451 | 243 | 484 | 293 | 514 | 343 | 540 | 393 | 563 | 443 | 585 | 493 | 605 |
| 44 | 283 | 94 | 359 | 144 | 411 | 194 | 451 | 244 | 485 | 294 | 514 | 344 | 540 | 394 | 564 | 444 | 585 | 494 | 605 |
| 45 | 285 | 95 | 361 | 145 | 412 | 195 | 452 | 245 | 486 | 295 | 515 | 345 | 541 | 395 | 564 | 445 | 586 | 495 | 605 |
| 46 | 287 | 96 | 362 | 146 | 413 | 196 | 453 | 246 | 486 | 296 | 515 | 346 | 541 | 396 | 564 | 446 | 586 | 496 | 606 |
| 47 | 289 | 97 | 363 | 147 | 414 | 197 | 453 | 247 | 487 | 297 | 516 | 347 | 542 | 397 | 565 | 447 | 586 | 497 | 606 |
| 48 | 291 | 98 | 364 | 148 | 415 | 198 | 454 | 248 | 487 | 298 | 516 | 348 | 542 | 398 | 565 | 448 | 587 | 498 | 607 |
| 49 | 293 | 99 | 365 | 149 | 415 | 199 | 455 | 249 | 488 | 299 | 517 | 349 | 543 | 399 | 566 | 449 | 587 | 499 | 607 |
| 50 | 295 | 100 | 367 | 150 | 416 | 200 | 456 | 250 | 489 | 300 | 517 | 350 | 543 | 400 | 566 | 450 | 588 | 500 | 607 |

¹ Source : Adapté de l'Association des ingénieurs allemands VDI 3471.

| U.A. | M | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. |
|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|
| 501 | 608 | 551 | 626 | 601 | 643 | 651 | 660 | 701 | 675 | 751 | 690 | 801 | 704 | 851 | 718 | 901 | 731 | 951 | 743 |
| 502 | 608 | 552 | 626 | 602 | 644 | 652 | 660 | 702 | 676 | 752 | 690 | 802 | 704 | 852 | 718 | 902 | 731 | 952 | 743 |
| 503 | 608 | 553 | 627 | 603 | 644 | 653 | 660 | 703 | 676 | 753 | 691 | 803 | 705 | 853 | 718 | 903 | 731 | 953 | 744 |
| 504 | 609 | 554 | 627 | 604 | 644 | 654 | 661 | 704 | 676 | 754 | 691 | 804 | 705 | 854 | 718 | 904 | 731 | 954 | 744 |
| 505 | 609 | 555 | 628 | 605 | 645 | 655 | 661 | 705 | 676 | 755 | 691 | 805 | 705 | 855 | 719 | 905 | 732 | 955 | 744 |
| 506 | 610 | 556 | 628 | 606 | 645 | 656 | 661 | 706 | 677 | 756 | 691 | 806 | 706 | 856 | 719 | 906 | 732 | 956 | 744 |
| 507 | 610 | 557 | 628 | 607 | 645 | 657 | 662 | 707 | 677 | 757 | 692 | 807 | 706 | 857 | 719 | 907 | 732 | 957 | 745 |
| 508 | 610 | 558 | 629 | 608 | 646 | 658 | 662 | 708 | 677 | 758 | 692 | 808 | 706 | 858 | 719 | 908 | 732 | 958 | 745 |
| 509 | 611 | 559 | 629 | 609 | 646 | 659 | 662 | 709 | 678 | 759 | 692 | 809 | 706 | 859 | 720 | 909 | 733 | 959 | 745 |
| 510 | 611 | 560 | 629 | 610 | 646 | 660 | 663 | 710 | 678 | 760 | 693 | 810 | 707 | 860 | 720 | 910 | 733 | 960 | 745 |
| 511 | 612 | 561 | 630 | 611 | 647 | 661 | 663 | 711 | 678 | 761 | 693 | 811 | 707 | 861 | 720 | 911 | 733 | 961 | 746 |
| 512 | 612 | 562 | 630 | 612 | 647 | 662 | 663 | 712 | 679 | 762 | 693 | 812 | 707 | 862 | 721 | 912 | 733 | 962 | 746 |
| 513 | 612 | 563 | 630 | 613 | 647 | 663 | 664 | 713 | 679 | 763 | 693 | 813 | 707 | 863 | 721 | 913 | 734 | 963 | 746 |
| 514 | 613 | 564 | 631 | 614 | 648 | 664 | 664 | 714 | 679 | 764 | 694 | 814 | 708 | 864 | 721 | 914 | 734 | 964 | 746 |
| 515 | 613 | 565 | 631 | 615 | 648 | 665 | 664 | 715 | 679 | 765 | 694 | 815 | 708 | 865 | 721 | 915 | 734 | 965 | 747 |
| 516 | 613 | 566 | 631 | 616 | 648 | 666 | 665 | 716 | 680 | 766 | 694 | 816 | 708 | 866 | 722 | 916 | 734 | 966 | 747 |
| 517 | 614 | 567 | 632 | 617 | 649 | 667 | 665 | 717 | 680 | 767 | 695 | 817 | 709 | 867 | 722 | 917 | 735 | 967 | 747 |
| 518 | 614 | 568 | 632 | 618 | 649 | 668 | 665 | 718 | 680 | 768 | 695 | 818 | 709 | 868 | 722 | 918 | 735 | 968 | 747 |
| 519 | 614 | 569 | 632 | 619 | 649 | 669 | 665 | 719 | 681 | 769 | 695 | 819 | 709 | 869 | 722 | 919 | 735 | 969 | 747 |
| 520 | 615 | 570 | 633 | 620 | 650 | 670 | 666 | 720 | 681 | 770 | 695 | 820 | 709 | 870 | 723 | 920 | 735 | 970 | 748 |
| 521 | 615 | 571 | 633 | 621 | 650 | 671 | 666 | 721 | 681 | 771 | 696 | 821 | 710 | 871 | 723 | 921 | 736 | 971 | 748 |
| 522 | 616 | 572 | 634 | 622 | 650 | 672 | 666 | 722 | 682 | 772 | 696 | 822 | 710 | 872 | 723 | 922 | 736 | 972 | 748 |
| 523 | 616 | 573 | 634 | 623 | 651 | 673 | 667 | 723 | 682 | 773 | 696 | 823 | 710 | 873 | 723 | 923 | 736 | 973 | 748 |
| 524 | 616 | 574 | 634 | 624 | 651 | 674 | 667 | 724 | 682 | 774 | 697 | 824 | 710 | 874 | 724 | 924 | 736 | 974 | 749 |
| 525 | 617 | 575 | 635 | 625 | 651 | 675 | 667 | 725 | 682 | 775 | 697 | 825 | 711 | 875 | 724 | 925 | 737 | 975 | 749 |
| 526 | 617 | 576 | 635 | 626 | 652 | 676 | 668 | 726 | 683 | 776 | 697 | 826 | 711 | 876 | 724 | 926 | 737 | 976 | 749 |
| 527 | 617 | 577 | 635 | 627 | 652 | 677 | 668 | 727 | 683 | 777 | 697 | 827 | 711 | 877 | 724 | 927 | 737 | 977 | 749 |
| 528 | 618 | 578 | 636 | 628 | 652 | 678 | 668 | 728 | 683 | 778 | 698 | 828 | 711 | 878 | 725 | 928 | 737 | 978 | 750 |
| 529 | 618 | 579 | 636 | 629 | 653 | 679 | 669 | 729 | 684 | 779 | 698 | 829 | 712 | 879 | 725 | 929 | 738 | 979 | 750 |
| 530 | 619 | 580 | 636 | 630 | 653 | 680 | 669 | 730 | 684 | 780 | 698 | 830 | 712 | 880 | 725 | 930 | 738 | 980 | 750 |
| 531 | 619 | 581 | 637 | 631 | 653 | 681 | 669 | 731 | 684 | 781 | 699 | 831 | 712 | 881 | 725 | 931 | 738 | 981 | 750 |
| 532 | 619 | 582 | 637 | 632 | 654 | 682 | 669 | 732 | 685 | 782 | 699 | 832 | 713 | 882 | 726 | 932 | 738 | 982 | 751 |
| 533 | 620 | 583 | 637 | 633 | 654 | 683 | 670 | 733 | 685 | 783 | 699 | 833 | 713 | 883 | 726 | 933 | 739 | 983 | 751 |
| 534 | 620 | 584 | 638 | 634 | 654 | 684 | 670 | 734 | 685 | 784 | 699 | 834 | 713 | 884 | 726 | 934 | 739 | 984 | 751 |
| 535 | 620 | 585 | 638 | 635 | 655 | 685 | 670 | 735 | 685 | 785 | 700 | 835 | 713 | 885 | 727 | 935 | 739 | 985 | 751 |
| 536 | 621 | 586 | 638 | 636 | 655 | 686 | 671 | 736 | 686 | 786 | 700 | 836 | 714 | 886 | 727 | 936 | 739 | 986 | 752 |
| 537 | 621 | 587 | 639 | 637 | 655 | 687 | 671 | 737 | 686 | 787 | 700 | 837 | 714 | 887 | 727 | 937 | 740 | 987 | 752 |
| 538 | 621 | 588 | 639 | 638 | 656 | 688 | 671 | 738 | 686 | 788 | 701 | 838 | 714 | 888 | 727 | 938 | 740 | 988 | 752 |
| 539 | 622 | 589 | 639 | 639 | 656 | 689 | 672 | 739 | 687 | 789 | 701 | 839 | 714 | 889 | 728 | 939 | 740 | 989 | 752 |
| 540 | 622 | 590 | 640 | 640 | 656 | 690 | 672 | 740 | 687 | 790 | 701 | 840 | 715 | 890 | 728 | 940 | 740 | 990 | 753 |
| 541 | 623 | 591 | 640 | 641 | 657 | 691 | 672 | 741 | 687 | 791 | 701 | 841 | 715 | 891 | 728 | 941 | 741 | 991 | 753 |
| 542 | 623 | 592 | 640 | 642 | 657 | 692 | 673 | 742 | 687 | 792 | 702 | 842 | 715 | 892 | 728 | 942 | 741 | 992 | 753 |
| 543 | 623 | 593 | 641 | 643 | 657 | 693 | 673 | 743 | 688 | 793 | 702 | 843 | 716 | 893 | 729 | 943 | 741 | 993 | 753 |
| 544 | 624 | 594 | 641 | 644 | 658 | 694 | 673 | 744 | 688 | 794 | 702 | 844 | 716 | 894 | 729 | 944 | 741 | 994 | 753 |
| 545 | 624 | 595 | 641 | 645 | 658 | 695 | 673 | 745 | 688 | 795 | 702 | 845 | 716 | 895 | 729 | 945 | 742 | 995 | 754 |
| 546 | 624 | 596 | 642 | 646 | 658 | 696 | 674 | 746 | 689 | 796 | 703 | 846 | 716 | 896 | 729 | 946 | 742 | 996 | 754 |
| 547 | 625 | 597 | 642 | 647 | 658 | 697 | 674 | 747 | 689 | 797 | 703 | 847 | 717 | 897 | 730 | 947 | 742 | 997 | 754 |
| 548 | 625 | 598 | 642 | 648 | 659 | 698 | 674 | 748 | 689 | 798 | 703 | 848 | 717 | 898 | 730 | 948 | 742 | 998 | 754 |
| 549 | 625 | 599 | 643 | 649 | 659 | 699 | 675 | 749 | 689 | 799 | 704 | 849 | 717 | 899 | 730 | 949 | 743 | 999 | 755 |
| 550 | 626 | 600 | 643 | 650 | 659 | 700 | 675 | 750 | 690 | 800 | 704 | 850 | 717 | 900 | 730 | 950 | 743 | 1000 | 755 |

| U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. |
|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|
| 1001 | 755 | 1051 | 767 | 1101 | 778 | 1151 | 789 | 1201 | 800 | 1251 | 810 | 1301 | 820 | 1351 | 830 | 1401 | 839 | 1451 | 848 |
| 1002 | 755 | 1052 | 767 | 1102 | 778 | 1152 | 789 | 1202 | 800 | 1252 | 810 | 1302 | 820 | 1352 | 830 | 1402 | 839 | 1452 | 849 |
| 1003 | 756 | 1053 | 767 | 1103 | 778 | 1153 | 789 | 1203 | 800 | 1253 | 810 | 1303 | 820 | 1353 | 830 | 1403 | 840 | 1453 | 849 |
| 1004 | 756 | 1054 | 767 | 1104 | 779 | 1154 | 790 | 1204 | 800 | 1254 | 810 | 1304 | 820 | 1354 | 830 | 1404 | 840 | 1454 | 849 |
| 1005 | 756 | 1055 | 768 | 1105 | 779 | 1155 | 790 | 1205 | 800 | 1255 | 811 | 1305 | 821 | 1355 | 830 | 1405 | 840 | 1455 | 849 |
| 1006 | 756 | 1056 | 768 | 1106 | 779 | 1156 | 790 | 1206 | 801 | 1256 | 811 | 1306 | 821 | 1356 | 831 | 1406 | 840 | 1456 | 849 |
| 1007 | 757 | 1057 | 768 | 1107 | 779 | 1157 | 790 | 1207 | 801 | 1257 | 811 | 1307 | 821 | 1357 | 831 | 1407 | 840 | 1457 | 850 |
| 1008 | 757 | 1058 | 768 | 1108 | 780 | 1158 | 790 | 1208 | 801 | 1258 | 811 | 1308 | 821 | 1358 | 831 | 1408 | 840 | 1458 | 850 |
| 1009 | 757 | 1059 | 769 | 1109 | 780 | 1159 | 791 | 1209 | 801 | 1259 | 811 | 1309 | 821 | 1359 | 831 | 1409 | 841 | 1459 | 850 |
| 1010 | 757 | 1060 | 769 | 1110 | 780 | 1160 | 791 | 1210 | 801 | 1260 | 812 | 1310 | 822 | 1360 | 831 | 1410 | 841 | 1460 | 850 |
| 1011 | 757 | 1061 | 769 | 1111 | 780 | 1161 | 791 | 1211 | 802 | 1261 | 812 | 1311 | 822 | 1361 | 832 | 1411 | 841 | 1461 | 850 |
| 1012 | 758 | 1062 | 769 | 1112 | 780 | 1162 | 791 | 1212 | 802 | 1262 | 812 | 1312 | 822 | 1362 | 832 | 1412 | 841 | 1462 | 850 |
| 1013 | 758 | 1063 | 770 | 1113 | 781 | 1163 | 792 | 1213 | 802 | 1263 | 812 | 1313 | 822 | 1363 | 832 | 1413 | 841 | 1463 | 851 |
| 1014 | 758 | 1064 | 770 | 1114 | 781 | 1164 | 792 | 1214 | 802 | 1264 | 812 | 1314 | 822 | 1364 | 832 | 1414 | 842 | 1464 | 851 |
| 1015 | 758 | 1065 | 770 | 1115 | 781 | 1165 | 792 | 1215 | 802 | 1265 | 813 | 1315 | 823 | 1365 | 832 | 1415 | 842 | 1465 | 851 |
| 1016 | 759 | 1066 | 770 | 1116 | 781 | 1166 | 792 | 1216 | 803 | 1266 | 813 | 1316 | 823 | 1366 | 833 | 1416 | 842 | 1466 | 851 |
| 1017 | 759 | 1067 | 770 | 1117 | 782 | 1167 | 792 | 1217 | 803 | 1267 | 813 | 1317 | 823 | 1367 | 833 | 1417 | 842 | 1467 | 851 |
| 1018 | 759 | 1068 | 771 | 1118 | 782 | 1168 | 793 | 1218 | 803 | 1268 | 813 | 1318 | 823 | 1368 | 833 | 1418 | 842 | 1468 | 852 |
| 1019 | 759 | 1069 | 771 | 1119 | 782 | 1169 | 793 | 1219 | 803 | 1269 | 813 | 1319 | 823 | 1369 | 833 | 1419 | 843 | 1469 | 852 |
| 1020 | 760 | 1070 | 771 | 1120 | 782 | 1170 | 793 | 1220 | 804 | 1270 | 814 | 1320 | 824 | 1370 | 833 | 1420 | 843 | 1470 | 852 |
| 1021 | 760 | 1071 | 771 | 1121 | 782 | 1171 | 793 | 1221 | 804 | 1271 | 814 | 1321 | 824 | 1371 | 833 | 1421 | 843 | 1471 | 852 |
| 1022 | 760 | 1072 | 772 | 1122 | 783 | 1172 | 793 | 1222 | 804 | 1272 | 814 | 1322 | 824 | 1372 | 834 | 1422 | 843 | 1472 | 852 |
| 1023 | 760 | 1073 | 772 | 1123 | 783 | 1173 | 794 | 1223 | 804 | 1273 | 814 | 1323 | 824 | 1373 | 834 | 1423 | 843 | 1473 | 852 |
| 1024 | 761 | 1074 | 772 | 1124 | 783 | 1174 | 794 | 1224 | 804 | 1274 | 814 | 1324 | 824 | 1374 | 834 | 1424 | 843 | 1474 | 853 |
| 1025 | 761 | 1075 | 772 | 1125 | 783 | 1175 | 794 | 1225 | 805 | 1275 | 815 | 1325 | 825 | 1375 | 834 | 1425 | 844 | 1475 | 853 |
| 1026 | 761 | 1076 | 772 | 1126 | 784 | 1176 | 794 | 1226 | 805 | 1276 | 815 | 1326 | 825 | 1376 | 834 | 1426 | 844 | 1476 | 853 |
| 1027 | 761 | 1077 | 773 | 1127 | 784 | 1177 | 795 | 1227 | 805 | 1277 | 815 | 1327 | 825 | 1377 | 835 | 1427 | 844 | 1477 | 853 |
| 1028 | 761 | 1078 | 773 | 1128 | 784 | 1178 | 795 | 1228 | 805 | 1278 | 815 | 1328 | 825 | 1378 | 835 | 1428 | 844 | 1478 | 853 |
| 1029 | 762 | 1079 | 773 | 1129 | 784 | 1179 | 795 | 1229 | 805 | 1279 | 815 | 1329 | 825 | 1379 | 835 | 1429 | 844 | 1479 | 854 |
| 1030 | 762 | 1080 | 773 | 1130 | 784 | 1180 | 795 | 1230 | 806 | 1280 | 816 | 1330 | 826 | 1380 | 835 | 1430 | 845 | 1480 | 854 |
| 1031 | 762 | 1081 | 774 | 1131 | 785 | 1181 | 795 | 1231 | 806 | 1281 | 816 | 1331 | 826 | 1381 | 835 | 1431 | 845 | 1481 | 854 |
| 1032 | 762 | 1082 | 774 | 1132 | 785 | 1182 | 796 | 1232 | 806 | 1282 | 816 | 1332 | 826 | 1382 | 836 | 1432 | 845 | 1482 | 854 |
| 1033 | 763 | 1083 | 774 | 1133 | 785 | 1183 | 796 | 1233 | 806 | 1283 | 816 | 1333 | 826 | 1383 | 836 | 1433 | 845 | 1483 | 854 |
| 1034 | 763 | 1084 | 774 | 1134 | 785 | 1184 | 796 | 1234 | 806 | 1284 | 816 | 1334 | 826 | 1384 | 836 | 1434 | 845 | 1484 | 854 |
| 1035 | 763 | 1085 | 774 | 1135 | 785 | 1185 | 796 | 1235 | 807 | 1285 | 817 | 1335 | 827 | 1385 | 836 | 1435 | 845 | 1485 | 855 |
| 1036 | 763 | 1086 | 775 | 1136 | 786 | 1186 | 796 | 1236 | 807 | 1286 | 817 | 1336 | 827 | 1386 | 836 | 1436 | 846 | 1486 | 855 |
| 1037 | 764 | 1087 | 775 | 1137 | 786 | 1187 | 797 | 1237 | 807 | 1287 | 817 | 1337 | 827 | 1387 | 837 | 1437 | 846 | 1487 | 855 |
| 1038 | 764 | 1088 | 775 | 1138 | 786 | 1188 | 797 | 1238 | 807 | 1288 | 817 | 1338 | 827 | 1388 | 837 | 1438 | 846 | 1488 | 855 |
| 1039 | 764 | 1089 | 775 | 1139 | 786 | 1189 | 797 | 1239 | 807 | 1289 | 817 | 1339 | 827 | 1389 | 837 | 1439 | 846 | 1489 | 855 |
| 1040 | 764 | 1090 | 776 | 1140 | 787 | 1190 | 797 | 1240 | 808 | 1290 | 818 | 1340 | 828 | 1390 | 837 | 1440 | 846 | 1490 | 856 |
| 1041 | 764 | 1091 | 776 | 1141 | 787 | 1191 | 797 | 1241 | 808 | 1291 | 818 | 1341 | 828 | 1391 | 837 | 1441 | 847 | 1491 | 856 |
| 1042 | 765 | 1092 | 776 | 1142 | 787 | 1192 | 798 | 1242 | 808 | 1292 | 818 | 1342 | 828 | 1392 | 837 | 1442 | 847 | 1492 | 856 |
| 1043 | 765 | 1093 | 776 | 1143 | 787 | 1193 | 798 | 1243 | 808 | 1293 | 818 | 1343 | 828 | 1393 | 838 | 1443 | 847 | 1493 | 856 |
| 1044 | 765 | 1094 | 776 | 1144 | 787 | 1194 | 798 | 1244 | 808 | 1294 | 818 | 1344 | 828 | 1394 | 838 | 1444 | 847 | 1494 | 856 |
| 1045 | 765 | 1095 | 777 | 1145 | 788 | 1195 | 798 | 1245 | 809 | 1295 | 819 | 1345 | 828 | 1395 | 838 | 1445 | 847 | 1495 | 856 |
| 1046 | 766 | 1096 | 777 | 1146 | 788 | 1196 | 799 | 1246 | 809 | 1296 | 819 | 1346 | 829 | 1396 | 838 | 1446 | 848 | 1496 | 857 |
| 1047 | 766 | 1097 | 777 | 1147 | 788 | 1197 | 799 | 1247 | 809 | 1297 | 819 | 1347 | 829 | 1397 | 838 | 1447 | 848 | 1497 | 857 |
| 1048 | 766 | 1098 | 777 | 1148 | 788 | 1198 | 799 | 1248 | 809 | 1298 | 819 | 1348 | 829 | 1398 | 839 | 1448 | 848 | 1498 | 857 |
| 1049 | 766 | 1099 | 778 | 1149 | 789 | 1199 | 799 | 1249 | 809 | 1299 | 819 | 1349 | 829 | 1399 | 839 | 1449 | 848 | 1499 | 857 |
| 1050 | 767 | 1100 | 778 | 1150 | 789 | 1200 | 799 | 1250 | 810 | 1300 | 820 | 1350 | 829 | 1400 | 839 | 1450 | 848 | 1500 | 857 |

| U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. |
|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|
| 1501 | 857 | 1551 | 866 | 1601 | 875 | 1651 | 884 | 1701 | 892 | 1751 | 900 | 1801 | 908 | 1851 | 916 | 1901 | 923 | 1951 | 931 |
| 1502 | 858 | 1552 | 867 | 1602 | 875 | 1652 | 884 | 1702 | 892 | 1752 | 900 | 1802 | 908 | 1852 | 916 | 1902 | 924 | 1952 | 931 |
| 1503 | 858 | 1553 | 867 | 1603 | 875 | 1653 | 884 | 1703 | 892 | 1753 | 900 | 1803 | 908 | 1853 | 916 | 1903 | 924 | 1953 | 931 |
| 1504 | 858 | 1554 | 867 | 1604 | 876 | 1654 | 884 | 1704 | 892 | 1754 | 900 | 1804 | 908 | 1854 | 916 | 1904 | 924 | 1954 | 931 |
| 1505 | 858 | 1555 | 867 | 1605 | 876 | 1655 | 884 | 1705 | 892 | 1755 | 901 | 1805 | 909 | 1855 | 916 | 1905 | 924 | 1955 | 932 |
| 1506 | 858 | 1556 | 867 | 1606 | 876 | 1656 | 884 | 1706 | 893 | 1756 | 901 | 1806 | 909 | 1856 | 917 | 1906 | 924 | 1956 | 932 |
| 1507 | 859 | 1557 | 867 | 1607 | 876 | 1657 | 885 | 1707 | 893 | 1757 | 901 | 1807 | 909 | 1857 | 917 | 1907 | 924 | 1957 | 932 |
| 1508 | 859 | 1558 | 868 | 1608 | 876 | 1658 | 885 | 1708 | 893 | 1758 | 901 | 1808 | 909 | 1858 | 917 | 1908 | 925 | 1958 | 932 |
| 1509 | 859 | 1559 | 868 | 1609 | 876 | 1659 | 885 | 1709 | 893 | 1759 | 901 | 1809 | 909 | 1859 | 917 | 1909 | 925 | 1959 | 932 |
| 1510 | 859 | 1560 | 868 | 1610 | 877 | 1660 | 885 | 1710 | 893 | 1760 | 901 | 1810 | 909 | 1860 | 917 | 1910 | 925 | 1960 | 932 |
| 1511 | 859 | 1561 | 868 | 1611 | 877 | 1661 | 885 | 1711 | 893 | 1761 | 902 | 1811 | 910 | 1861 | 917 | 1911 | 925 | 1961 | 933 |
| 1512 | 859 | 1562 | 868 | 1612 | 877 | 1662 | 885 | 1712 | 894 | 1762 | 902 | 1812 | 910 | 1862 | 917 | 1912 | 925 | 1962 | 933 |
| 1513 | 860 | 1563 | 868 | 1613 | 877 | 1663 | 886 | 1713 | 894 | 1763 | 902 | 1813 | 910 | 1863 | 918 | 1913 | 925 | 1963 | 933 |
| 1514 | 860 | 1564 | 869 | 1614 | 877 | 1664 | 886 | 1714 | 894 | 1764 | 902 | 1814 | 910 | 1864 | 918 | 1914 | 925 | 1964 | 933 |
| 1515 | 860 | 1565 | 869 | 1615 | 877 | 1665 | 886 | 1715 | 894 | 1765 | 902 | 1815 | 910 | 1865 | 918 | 1915 | 926 | 1965 | 933 |
| 1516 | 860 | 1566 | 869 | 1616 | 878 | 1666 | 886 | 1716 | 894 | 1766 | 902 | 1816 | 910 | 1866 | 918 | 1916 | 926 | 1966 | 933 |
| 1517 | 860 | 1567 | 869 | 1617 | 878 | 1667 | 886 | 1717 | 894 | 1767 | 903 | 1817 | 910 | 1867 | 918 | 1917 | 926 | 1967 | 933 |
| 1518 | 861 | 1568 | 869 | 1618 | 878 | 1668 | 886 | 1718 | 895 | 1768 | 903 | 1818 | 911 | 1868 | 918 | 1918 | 926 | 1968 | 934 |
| 1519 | 861 | 1569 | 870 | 1619 | 878 | 1669 | 887 | 1719 | 895 | 1769 | 903 | 1819 | 911 | 1869 | 919 | 1919 | 926 | 1969 | 934 |
| 1520 | 861 | 1570 | 870 | 1620 | 878 | 1670 | 887 | 1720 | 895 | 1770 | 903 | 1820 | 911 | 1870 | 919 | 1920 | 926 | 1970 | 934 |
| 1521 | 861 | 1571 | 870 | 1621 | 878 | 1671 | 887 | 1721 | 895 | 1771 | 903 | 1821 | 911 | 1871 | 919 | 1921 | 927 | 1971 | 934 |
| 1522 | 861 | 1572 | 870 | 1622 | 879 | 1672 | 887 | 1722 | 895 | 1772 | 903 | 1822 | 911 | 1872 | 919 | 1922 | 927 | 1972 | 934 |
| 1523 | 861 | 1573 | 870 | 1623 | 879 | 1673 | 887 | 1723 | 895 | 1773 | 904 | 1823 | 911 | 1873 | 919 | 1923 | 927 | 1973 | 934 |
| 1524 | 862 | 1574 | 870 | 1624 | 879 | 1674 | 887 | 1724 | 896 | 1774 | 904 | 1824 | 912 | 1874 | 919 | 1924 | 927 | 1974 | 934 |
| 1525 | 862 | 1575 | 871 | 1625 | 879 | 1675 | 888 | 1725 | 896 | 1775 | 904 | 1825 | 912 | 1875 | 919 | 1925 | 927 | 1975 | 935 |
| 1526 | 862 | 1576 | 871 | 1626 | 879 | 1676 | 888 | 1726 | 896 | 1776 | 904 | 1826 | 912 | 1876 | 920 | 1926 | 927 | 1976 | 935 |
| 1527 | 862 | 1577 | 871 | 1627 | 879 | 1677 | 888 | 1727 | 896 | 1777 | 904 | 1827 | 912 | 1877 | 920 | 1927 | 927 | 1977 | 935 |
| 1528 | 862 | 1578 | 871 | 1628 | 880 | 1678 | 888 | 1728 | 896 | 1778 | 904 | 1828 | 912 | 1878 | 920 | 1928 | 928 | 1978 | 935 |
| 1529 | 862 | 1579 | 871 | 1629 | 880 | 1679 | 888 | 1729 | 896 | 1779 | 904 | 1829 | 912 | 1879 | 920 | 1929 | 928 | 1979 | 935 |
| 1530 | 863 | 1580 | 871 | 1630 | 880 | 1680 | 888 | 1730 | 897 | 1780 | 905 | 1830 | 913 | 1880 | 920 | 1930 | 928 | 1980 | 935 |
| 1531 | 863 | 1581 | 872 | 1631 | 880 | 1681 | 889 | 1731 | 897 | 1781 | 905 | 1831 | 913 | 1881 | 920 | 1931 | 928 | 1981 | 936 |
| 1532 | 863 | 1582 | 872 | 1632 | 880 | 1682 | 889 | 1732 | 897 | 1782 | 905 | 1832 | 913 | 1882 | 921 | 1932 | 928 | 1982 | 936 |
| 1533 | 863 | 1583 | 872 | 1633 | 880 | 1683 | 889 | 1733 | 897 | 1783 | 905 | 1833 | 913 | 1883 | 921 | 1933 | 928 | 1983 | 936 |
| 1534 | 863 | 1584 | 872 | 1634 | 881 | 1684 | 889 | 1734 | 897 | 1784 | 905 | 1834 | 913 | 1884 | 921 | 1934 | 928 | 1984 | 936 |
| 1535 | 864 | 1585 | 872 | 1635 | 881 | 1685 | 889 | 1735 | 897 | 1785 | 905 | 1835 | 913 | 1885 | 921 | 1935 | 929 | 1985 | 936 |
| 1536 | 864 | 1586 | 872 | 1636 | 881 | 1686 | 889 | 1736 | 898 | 1786 | 906 | 1836 | 913 | 1886 | 921 | 1936 | 929 | 1986 | 936 |
| 1537 | 864 | 1587 | 873 | 1637 | 881 | 1687 | 890 | 1737 | 898 | 1787 | 906 | 1837 | 914 | 1887 | 921 | 1937 | 929 | 1987 | 936 |
| 1538 | 864 | 1588 | 873 | 1638 | 881 | 1688 | 890 | 1738 | 898 | 1788 | 906 | 1838 | 914 | 1888 | 921 | 1938 | 929 | 1988 | 937 |
| 1539 | 864 | 1589 | 873 | 1639 | 881 | 1689 | 890 | 1739 | 898 | 1789 | 906 | 1839 | 914 | 1889 | 922 | 1939 | 929 | 1989 | 937 |
| 1540 | 864 | 1590 | 873 | 1640 | 882 | 1690 | 890 | 1740 | 898 | 1790 | 906 | 1840 | 914 | 1890 | 922 | 1940 | 929 | 1990 | 937 |
| 1541 | 865 | 1591 | 873 | 1641 | 882 | 1691 | 890 | 1741 | 898 | 1791 | 906 | 1841 | 914 | 1891 | 922 | 1941 | 930 | 1991 | 937 |
| 1542 | 865 | 1592 | 873 | 1642 | 882 | 1692 | 890 | 1742 | 899 | 1792 | 907 | 1842 | 914 | 1892 | 922 | 1942 | 930 | 1992 | 937 |
| 1543 | 865 | 1593 | 874 | 1643 | 882 | 1693 | 891 | 1743 | 899 | 1793 | 907 | 1843 | 915 | 1893 | 922 | 1943 | 930 | 1993 | 937 |
| 1544 | 865 | 1594 | 874 | 1644 | 882 | 1694 | 891 | 1744 | 899 | 1794 | 907 | 1844 | 915 | 1894 | 922 | 1944 | 930 | 1994 | 937 |
| 1545 | 865 | 1595 | 874 | 1645 | 883 | 1695 | 891 | 1745 | 899 | 1795 | 907 | 1845 | 915 | 1895 | 923 | 1945 | 930 | 1995 | 938 |
| 1546 | 865 | 1596 | 874 | 1646 | 883 | 1696 | 891 | 1746 | 899 | 1796 | 907 | 1846 | 915 | 1896 | 923 | 1946 | 930 | 1996 | 938 |
| 1547 | 866 | 1597 | 874 | 1647 | 883 | 1697 | 891 | 1747 | 899 | 1797 | 907 | 1847 | 915 | 1897 | 923 | 1947 | 930 | 1997 | 938 |
| 1548 | 866 | 1598 | 875 | 1648 | 883 | 1698 | 891 | 1748 | 899 | 1798 | 907 | 1848 | 915 | 1898 | 923 | 1948 | 931 | 1998 | 938 |
| 1549 | 866 | 1599 | 875 | 1649 | 883 | 1699 | 891 | 1749 | 900 | 1799 | 908 | 1849 | 915 | 1899 | 923 | 1949 | 931 | 1999 | 938 |
| 1550 | 866 | 1600 | 875 | 1650 | 883 | 1700 | 892 | 1750 | 900 | 1800 | 908 | 1850 | 916 | 1900 | 923 | 1950 | 931 | 2000 | 938 |

| U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. | U.A. | m. |
|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|-----|------|------|------|------|
| 2001 | 938 | 2051 | 946 | 2101 | 953 | 2151 | 960 | 2201 | 967 | 2251 | 974 | 2301 | 981 | 2351 | 987 | 2401 | 994 | 2451 | 1000 |
| 2002 | 939 | 2052 | 946 | 2102 | 953 | 2152 | 960 | 2202 | 967 | 2252 | 974 | 2302 | 981 | 2352 | 987 | 2402 | 994 | 2452 | 1000 |
| 2003 | 939 | 2053 | 946 | 2103 | 953 | 2153 | 960 | 2203 | 967 | 2253 | 974 | 2303 | 981 | 2353 | 987 | 2403 | 994 | 2453 | 1000 |
| 2004 | 939 | 2054 | 946 | 2104 | 953 | 2154 | 960 | 2204 | 967 | 2254 | 974 | 2304 | 981 | 2354 | 988 | 2404 | 994 | 2454 | 1001 |
| 2005 | 939 | 2055 | 946 | 2105 | 953 | 2155 | 961 | 2205 | 967 | 2255 | 974 | 2305 | 981 | 2355 | 988 | 2405 | 994 | 2455 | 1001 |
| 2006 | 939 | 2056 | 946 | 2106 | 954 | 2156 | 961 | 2206 | 968 | 2256 | 974 | 2306 | 981 | 2356 | 988 | 2406 | 994 | 2456 | 1001 |
| 2007 | 939 | 2057 | 947 | 2107 | 954 | 2157 | 961 | 2207 | 968 | 2257 | 975 | 2307 | 981 | 2357 | 988 | 2407 | 994 | 2457 | 1001 |
| 2008 | 939 | 2058 | 947 | 2108 | 954 | 2158 | 961 | 2208 | 968 | 2258 | 975 | 2308 | 981 | 2358 | 988 | 2408 | 995 | 2458 | 1001 |
| 2009 | 940 | 2059 | 947 | 2109 | 954 | 2159 | 961 | 2209 | 968 | 2259 | 975 | 2309 | 982 | 2359 | 988 | 2409 | 995 | 2459 | 1001 |
| 2010 | 940 | 2060 | 947 | 2110 | 954 | 2160 | 961 | 2210 | 968 | 2260 | 975 | 2310 | 982 | 2360 | 988 | 2410 | 995 | 2460 | 1001 |
| 2011 | 940 | 2061 | 947 | 2111 | 954 | 2161 | 961 | 2211 | 968 | 2261 | 975 | 2311 | 982 | 2361 | 988 | 2411 | 995 | 2461 | 1001 |
| 2012 | 940 | 2062 | 947 | 2112 | 954 | 2162 | 962 | 2212 | 968 | 2262 | 975 | 2312 | 982 | 2362 | 989 | 2412 | 995 | 2462 | 1002 |
| 2013 | 940 | 2063 | 947 | 2113 | 955 | 2163 | 962 | 2213 | 969 | 2263 | 975 | 2313 | 982 | 2363 | 989 | 2413 | 995 | 2463 | 1002 |
| 2014 | 940 | 2064 | 948 | 2114 | 955 | 2164 | 962 | 2214 | 969 | 2264 | 976 | 2314 | 982 | 2364 | 989 | 2414 | 995 | 2464 | 1002 |
| 2015 | 941 | 2065 | 948 | 2115 | 955 | 2165 | 962 | 2215 | 969 | 2265 | 976 | 2315 | 982 | 2365 | 989 | 2415 | 995 | 2465 | 1002 |
| 2016 | 941 | 2066 | 948 | 2116 | 955 | 2166 | 962 | 2216 | 969 | 2266 | 976 | 2316 | 983 | 2366 | 989 | 2416 | 996 | 2466 | 1002 |
| 2017 | 941 | 2067 | 948 | 2117 | 955 | 2167 | 962 | 2217 | 969 | 2267 | 976 | 2317 | 983 | 2367 | 989 | 2417 | 996 | 2467 | 1002 |
| 2018 | 941 | 2068 | 948 | 2118 | 955 | 2168 | 962 | 2218 | 969 | 2268 | 976 | 2318 | 983 | 2368 | 989 | 2418 | 996 | 2468 | 1002 |
| 2019 | 941 | 2069 | 948 | 2119 | 955 | 2169 | 962 | 2219 | 969 | 2269 | 976 | 2319 | 983 | 2369 | 990 | 2419 | 996 | 2469 | 1002 |
| 2020 | 941 | 2070 | 948 | 2120 | 956 | 2170 | 963 | 2220 | 970 | 2270 | 976 | 2320 | 983 | 2370 | 990 | 2420 | 996 | 2470 | 1003 |
| 2021 | 941 | 2071 | 949 | 2121 | 956 | 2171 | 963 | 2221 | 970 | 2271 | 976 | 2321 | 983 | 2371 | 990 | 2421 | 996 | 2471 | 1003 |
| 2022 | 942 | 2072 | 949 | 2122 | 956 | 2172 | 963 | 2222 | 970 | 2272 | 977 | 2322 | 983 | 2372 | 990 | 2422 | 996 | 2472 | 1003 |
| 2023 | 942 | 2073 | 949 | 2123 | 956 | 2173 | 963 | 2223 | 970 | 2273 | 977 | 2323 | 983 | 2373 | 990 | 2423 | 997 | 2473 | 1003 |
| 2024 | 942 | 2074 | 949 | 2124 | 956 | 2174 | 963 | 2224 | 970 | 2274 | 977 | 2324 | 984 | 2374 | 990 | 2424 | 997 | 2474 | 1003 |
| 2025 | 942 | 2075 | 949 | 2125 | 956 | 2175 | 963 | 2225 | 970 | 2275 | 977 | 2325 | 984 | 2375 | 990 | 2425 | 997 | 2475 | 1003 |
| 2026 | 942 | 2076 | 949 | 2126 | 956 | 2176 | 963 | 2226 | 970 | 2276 | 977 | 2326 | 984 | 2376 | 990 | 2426 | 997 | 2476 | 1003 |
| 2027 | 942 | 2077 | 949 | 2127 | 957 | 2177 | 964 | 2227 | 971 | 2277 | 977 | 2327 | 984 | 2377 | 991 | 2427 | 997 | 2477 | 1003 |
| 2028 | 942 | 2078 | 950 | 2128 | 957 | 2178 | 964 | 2228 | 971 | 2278 | 977 | 2328 | 984 | 2378 | 991 | 2428 | 997 | 2478 | 1004 |
| 2029 | 943 | 2079 | 950 | 2129 | 957 | 2179 | 964 | 2229 | 971 | 2279 | 978 | 2329 | 984 | 2379 | 991 | 2429 | 997 | 2479 | 1004 |
| 2030 | 943 | 2080 | 950 | 2130 | 957 | 2180 | 964 | 2230 | 971 | 2280 | 978 | 2330 | 984 | 2380 | 991 | 2430 | 997 | 2480 | 1004 |
| 2031 | 943 | 2081 | 950 | 2131 | 957 | 2181 | 964 | 2231 | 971 | 2281 | 978 | 2331 | 985 | 2381 | 991 | 2431 | 998 | 2481 | 1004 |
| 2032 | 943 | 2082 | 950 | 2132 | 957 | 2182 | 964 | 2232 | 971 | 2282 | 978 | 2332 | 985 | 2382 | 991 | 2432 | 998 | 2482 | 1004 |
| 2033 | 943 | 2083 | 950 | 2133 | 957 | 2183 | 964 | 2233 | 971 | 2283 | 978 | 2333 | 985 | 2383 | 991 | 2433 | 998 | 2483 | 1004 |
| 2034 | 943 | 2084 | 951 | 2134 | 958 | 2184 | 965 | 2234 | 971 | 2284 | 978 | 2334 | 985 | 2384 | 991 | 2434 | 998 | 2484 | 1004 |
| 2035 | 943 | 2085 | 951 | 2135 | 958 | 2185 | 965 | 2235 | 972 | 2285 | 978 | 2335 | 985 | 2385 | 992 | 2435 | 998 | 2485 | 1004 |
| 2036 | 944 | 2086 | 951 | 2136 | 958 | 2186 | 965 | 2236 | 972 | 2286 | 978 | 2336 | 985 | 2386 | 992 | 2436 | 998 | 2486 | 1005 |
| 2037 | 944 | 2087 | 951 | 2137 | 958 | 2187 | 965 | 2237 | 972 | 2287 | 979 | 2337 | 985 | 2387 | 992 | 2437 | 998 | 2487 | 1005 |
| 2038 | 944 | 2088 | 951 | 2138 | 958 | 2188 | 965 | 2238 | 972 | 2288 | 979 | 2338 | 985 | 2388 | 992 | 2438 | 998 | 2488 | 1005 |
| 2039 | 944 | 2089 | 951 | 2139 | 958 | 2189 | 965 | 2239 | 972 | 2289 | 979 | 2339 | 986 | 2389 | 992 | 2439 | 999 | 2489 | 1005 |
| 2040 | 944 | 2090 | 951 | 2140 | 958 | 2190 | 965 | 2240 | 972 | 2290 | 979 | 2340 | 986 | 2390 | 992 | 2440 | 999 | 2490 | 1005 |
| 2041 | 944 | 2091 | 952 | 2141 | 959 | 2191 | 966 | 2241 | 972 | 2291 | 979 | 2341 | 986 | 2391 | 992 | 2441 | 999 | 2491 | 1005 |
| 2042 | 944 | 2092 | 952 | 2142 | 959 | 2192 | 966 | 2242 | 973 | 2292 | 979 | 2342 | 986 | 2392 | 993 | 2442 | 999 | 2492 | 1005 |
| 2043 | 945 | 2093 | 952 | 2143 | 959 | 2193 | 966 | 2243 | 973 | 2293 | 979 | 2343 | 986 | 2393 | 993 | 2443 | 999 | 2493 | 1005 |
| 2044 | 945 | 2094 | 952 | 2144 | 959 | 2194 | 966 | 2244 | 973 | 2294 | 980 | 2344 | 986 | 2394 | 993 | 2444 | 999 | 2494 | 1006 |
| 2045 | 945 | 2095 | 952 | 2145 | 959 | 2195 | 966 | 2245 | 973 | 2295 | 980 | 2345 | 986 | 2395 | 993 | 2445 | 999 | 2495 | 1006 |
| 2046 | 945 | 2096 | 952 | 2146 | 959 | 2196 | 966 | 2246 | 973 | 2296 | 980 | 2346 | 986 | 2396 | 993 | 2446 | 999 | 2496 | 1006 |
| 2047 | 945 | 2097 | 952 | 2147 | 959 | 2197 | 966 | 2247 | 973 | 2297 | 980 | 2347 | 987 | 2397 | 993 | 2447 | 1000 | 2497 | 1006 |
| 2048 | 945 | 2098 | 952 | 2148 | 960 | 2198 | 967 | 2248 | 973 | 2298 | 980 | 2348 | 987 | 2398 | 993 | 2448 | 1000 | 2498 | 1006 |
| 2049 | 945 | 2099 | 953 | 2149 | 960 | 2199 | 967 | 2249 | 973 | 2299 | 980 | 2349 | 987 | 2399 | 993 | 2449 | 1000 | 2499 | 1006 |
| 2050 | 946 | 2100 | 953 | 2150 | 960 | 2200 | 967 | 2250 | 974 | 2300 | 980 | 2350 | 987 | 2400 | 994 | 2450 | 1000 | 2500 | 1006 |

ANNEXE C - COEFFICIENT D'ODEUR PAR GROUPE OU CATÉGORIE D'ANIMAUX (PARAMÈTRE C) ²

| Groupe ou catégorie d'animaux | Paramètre C |
|--|-------------|
| Bovins de boucherie | |
| - dans un bâtiment fermé | 0,7 |
| - sur une aire d'alimentation extérieure | 0,8 |
| Bovins laitiers | 0,7 |
| Canards | 0,7 |
| Chevaux | 0,7 |
| Chèvres | 0,7 |
| Dindons | |
| - dans un bâtiment fermé | 0,7 |
| - sur une aire d'alimentation extérieure | 0,8 |
| Lapins | 0,8 |
| Moutons | 0,7 |
| Porcs | 1,0 |
| Poules | |
| - poules pondeuses en cage | 0,8 |
| - poules pour la reproduction | 0,8 |
| - poules à griller ou gros poulets | 0,7 |
| - poulettes | 0,7 |
| Renards | 1,1 |
| Veaux lourds | |
| - veaux de lait | 1,0 |
| - veaux de grain | 0,8 |
| Visons | 1,1 |

² Pour les autres espèces animales, utiliser le paramètre C = 0,8. Ce facteur ne s'applique pas aux chiens, le problème avec ce type d'élevage étant davantage le bruit que les odeurs.

ANNEXE D - TYPE DE FUMIER (PARAMÈTRE D)

| Mode de gestion des engrais de ferme | Paramètre D |
|--|-------------|
| Gestion solide | |
| Bovins laitiers et de boucherie, chevaux, moutons et chèvres | 0,6 |
| Autres groupes ou catégories d'animaux | 0,8 |
| Gestion liquide | |
| Bovins laitiers et de boucherie | 0,8 |
| Autres groupes et catégories d'animaux | 1,0 |

ANNEXE E - TYPE DE PROJET (PARAMÈTRE E)

[nouveau projet ou augmentation du nombre d'unités animales]

| Augmentation ³ jusqu'à... (u.a.) | Paramètre E | Augmentation jusqu'à ... (u.a.) | Paramètre E |
|--|-------------|------------------------------------|-------------|
| 10 ou moins | 0,50 | 181-185 | 0,76 |
| 11-20 | 0,51 | 186-190 | 0,77 |
| 21-30 | 0,52 | 191-195 | 0,78 |
| 31-40 | 0,53 | 196-200 | 0,79 |
| 41-50 | 0,54 | 201-205 | 0,80 |
| 51-60 | 0,55 | 206-210 | 0,81 |
| 61-70 | 0,56 | 211-215 | 0,82 |
| 71-80 | 0,57 | 216-220 | 0,83 |
| 81-90 | 0,58 | 221-225 | 0,84 |
| 91-100 | 0,59 | 226 et plus | 1,00 |
| 101-105 | 0,60 | ou nouveau projet | |
| 106-110 | 0,61 | | |
| 111-115 | 0,62 | | |
| 116-120 | 0,63 | | |
| 121-125 | 0,64 | | |
| 126-130 | 0,65 | | |
| 131-135 | 0,66 | | |
| 136-140 | 0,67 | | |
| 141-145 | 0,68 | | |
| 146-150 | 0,69 | | |
| 151-155 | 0,70 | | |
| 156-160 | 0,71 | | |
| 161-165 | 0,72 | | |
| 166-170 | 0,73 | | |
| 171-175 | 0,74 | | |
| 176-180 | 0,75 | | |

³ À considérer selon le nombre total d'animaux auquel on veut porter le troupeau, qu'il y ait ou non agrandissement ou construction d' bâtiment. Pour tout projet conduisant à un total de 226 unités animales et plus ainsi que pour tout projet nouveau, le paramètre E = 1.

ANNEXE F - FACTEUR D'ATTÉNUATION (PARAMÈTRE F)

$$F = F_1 \times F_2 \times F_3$$

| Technologie | Paramètre F |
|---|--|
| Toiture sur lieu d'entreposage | F₁ |
| - absente | 1,0 |
| - rigide permanente | 0,7 |
| - temporaire (couche de tourbe, couche de plastique) | 0,9 |
| Ventilation | F₂ |
| - naturelle et forcée avec multiples sorties d'air | 1,0 |
| - forcée avec sorties d'air regroupées et sorties de l'air au-dessus du toit | 0,9 |
| - forcée avec sorties d'air regroupées et traitement de l'air avec laveurs d'air ou filtres biologiques | 0,8 |
| Autres technologies | F₃ |
| - les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour réduire les distances lorsque leur efficacité est éprouvée | facteur à déterminer lors de l'accréditation |

ANNEXE G - FACTEUR D'USAGE (PARAMÈTRE G)

| Usage considéré | Facteur |
|--------------------------|---------|
| Immeuble protégé | 1,0 |
| Maison d'habitation | 0,5 |
| Périmètre d'urbanisation | 1,5 |

Annexe H - Normes de localisation pour une installation d'élevage ou un ensemble d'installations d'élevage au regard d'une maison d'habitation, d'un immeuble protégé ou d'un périmètre d'urbanisation exposés aux vents dominants d'été

(Les distances linéaires sont exprimées en mètres)

| Nature du projet | Élevage de suidés (engraissement) | | | | Élevage de suidés (maternité) | | | | Élevage de gallinacés ou d'anatidés ou de dindes dans un bâtiment | | | |
|---|---|---|--|---|---|---|--|---|---|---|--|---|
| | Limite maximale d'unités animales permises ⁴ | Nombre total ⁵ d'unités animales | Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés ⁶ | Distance de toute maison d'habitation exposée | Limite maximale d'unités animales permises ⁴ | Nombre total ⁵ d'unités animales | Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés ⁵ | Distance de toute maison d'habitation exposée | Limite maximale d'unités animales permises ⁴ | Nombre total ⁵ d'unités animales | Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés ⁶ | Distance de toute maison d'habitation exposée |
| Nouvelle installation d'élevage ou ensemble d'installations d'élevage | | 1 à 200 | 900 | 600 | | 0,25 à 50 | 450 | 300 | | 0,1 à 80 | 450 | 300 |
| | | 201 - 400 | 1 125 | 750 | | 51 – 75 | 675 | 450 | | 81 – 160 | 675 | 450 |
| | | 401 - 600 | 1 350 | 900 | | 76 – 125 | 900 | 600 | | 161 – 320 | 900 | 600 |
| | | ≥ 601 | 2,25/ua | 1,5/ua | | 126 - 250 | 1 125 | 750 | | 321 – 480 | 1 125 | 750 |
| | | | | | | 251 – 375 | 1 350 | 900 | | > 480 | 3/ua | 2/ua |
| | | | | | ≥ 376 | 3,6/ua | 2,4/ua | | | | | |
| Remplacement du type d'élevage | 200 | 1 à 50 | 450 | 300 | 200 | 0,25 à 30 | 300 | 200 | 480 | 0,1 à 80 | 450 | 300 |
| | | 51 – 100 | 675 | 450 | | 31 – 60 | 450 | 300 | | 81 – 160 | 675 | 450 |
| | | 101 – 200 | 900 | 600 | | 61 - 125 | 900 | 600 | | 161 – 320 | 900 | 600 |
| | | | | | | 126 – 200 | 1 125 | 750 | | 321 - 480 | 1 125 | 750 |
| Accroissement | 200 | 1 à 40 | 225 | 150 | 200 | 0,25 à 30 | 300 | 200 | 480 | 0,1 à 40 | 300 | 200 |
| | | 41 – 100 | 450 | 300 | | 31 – 60 | 450 | 300 | | 41 – 80 | 450 | 300 |
| | | 101 - 200 | 675 | 450 | | 61 – 125 | 900 | 600 | | 81 – 160 | 675 | 450 |
| | | | | | | 126 - 200 | 1 125 | 750 | | 161 – 320 | 900 | 600 |
| | | | | | | | | | | | 321 – 480 | 1 125 |

⁴ Dans l'application des normes de localisation prévues à la présente annexe, un projet qui excède la limite maximale d'unités animales visée à cette annexe doit être considérée comme un nouvel établissement de production animale.

⁵ Nombre total : la quantité d'animaux contenus dans l'installation d'élevage ou l'ensemble d'installations d'élevage d'une unité d'élevage, y compris les animaux qu'on prévoit ajouter. Lorsqu'on élève ou projette d'élever deux ou plusieurs types d'animaux dans une même unité d'élevage, on a recours aux normes de localisation qui régissent le type d'élevage qui comporte le plus grand nombre d'unités animales, sous réserve que ces normes ne peuvent être inférieures à celles qui s'appliqueraient si le nombre d'unités animales était pris séparément pour chaque espèce. Pour déterminer les normes de localisation qui s'appliquent, on additionne le nombre total d'unités animales de l'unité d'élevage et on applique le total ainsi obtenu au type d'élevage majoritaire en nombre d'unités animales.

⁶ Exposé : qui est situé à l'intérieur de l'aire formée par deux lignes droites parallèles imaginaires prenant naissance à 100 mètres des extrémités d'un établissement de production animale et prolongées à l'infini dans la direction prise par un vent dominant d'été, soit un vent soufflant plus de 25 % du temps dans une direction durant les mois de juin, juillet et août réunis, tel qu'évalué à la station météorologique la plus représentative de l'emplacement d'un établissement d'une unité d'élevage.

QUELQUES EXEMPLES DE CALCUL DE DISTANCES SÉPARATRICES

Cas N°1

Quelle doit être la distance séparatrice pour l'établissement d'une nouvelle ferme de 60 vaches laitières par rapport à une maison d'habitation ($G = 0,5$), à un immeuble protégé ($G = 1,0$) et à un périmètre urbain ($G = 1,5$)?

Dans une ferme laitière, on retrouve simultanément, en plus des vaches en production, des taures en gestation (une pour trois vaches en production), des génisses (même ratio) et des veaux naissants (un pour six vaches en production). On peut se procurer ces données auprès du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Dans le cas présent, il s'agit donc de déterminer le nombre d'animaux qu'il y aura sur cette ferme lorsqu'elle sera à maturité avant de recourir au tableau A pour déterminer le nombre d'unités animales correspondant.

Les valeurs pour 60 vaches laitières en production sont les suivantes :

- 60 vaches en production (selon l'annexe A, chacune compte pour une unité animale) donc 60 unités animales;
- 20 taures, soit 1 pour 3 vaches (selon l'annexe A, chacune compte aussi pour 1 unité animale), donc 20 unités animales;
- 20 génisses, soit 1 pour 3 vaches (selon l'annexe A, on compte 2 génisses pour 1 unité animale), donc 10 unités animales;
- 10 veaux naissants, soit 1 pour 6 vaches (selon l'annexe A, on compte 5 veaux pour 1 unité animale), donc 2 unités animales.

La valeur du paramètre A pour cette ferme est de 92 unités animales.

La valeur correspondante du paramètre B est de 357 m.

Le potentiel d'odeur pour les bovins selon l'annexe C est de 0,7.

En supposant une gestion solide des déjections, l'annexe D permet d'établir que la valeur de ce paramètre est égale à 0,6.

En supposant que le système d'entreposage est recouvert d'une toiture rigide permanente ($F_1 = 0,7$) et que l'étable bénéficie d'une ventilation naturelle ($F_2 = 1,0$), le facteur d'atténuation ($F = F_1 \times F_2$, soit $F = 0,7 \times 1,0$) s'établit donc à 0,7.

La distance séparatrice se calculant ainsi : $B \times C \times D \times F \times G$, cet établissement devrait être à :

357 m x 0,7 x 0,6 x 1,0 x 0,7 x 0,5 de la maison voisine, soit à **52,5 mètres**;

357 m x 0,7 x 0,6 x 1,0 x 0,7 x 1,0 de l'immeuble protégé, soit à **105 mètres**;

357 m x 0,7 x 0,6 x 1,0 x 0,7 x 1,5 du périmètre urbain, soit à **157 mètres**.

Si le promoteur avait plutôt fait le choix d'une ventilation forcée avec sorties d'air groupées assortie d'un filtre biologique ($F_2 = 0,8$), le facteur d'atténuation aurait

été de $0,7 \times 0,8$ ($F = F_1 \times F_2$) c'est-à-dire de $F = 0,56$; les distances de séparation respectives auraient alors plutôt été de :

357 m x 0,7 x 0,6 x 1,0 x 0,56 x 0,5 de la maison voisine, soit à **42 mètres**;

357 m x 0,7 x 0,6 x 1,0 x 0,56 x 1,0 de l'immeuble protégé, soit à **84 mètres**;

357 m x 0,7 x 0,6 x 1,0 x 0,56 x 1,5 du périmètre urbain, soit à **126 mètres**.

Cas N° 2

Un producteur porcin possède un petite maternité de 100 unités animales en gestion liquide, dans un ouvrage d'entreposage sans toiture, située à 370 mètres d'un périmètre d'urbanisation et qui existait le 21 juin 2001. Il désire y ajouter 50 unités animales supplémentaires. Or, cet usage est dérogatoire en vertu de la réglementation municipale, seule la culture du sol étant autorisée dans un rayon de 600 mètres autour du périmètre d'urbanisation. Le producteur peut-il procéder à l'agrandissement et, dans l'affirmative, quelle est la norme de distance qui s'applique à ce cas?

En vertu des dispositions introduites dans *la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* par le biais de la *Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives*, en vigueur depuis le 21 juin 2001, ce producteur pourrait ajouter jusqu'à 75 unités animales supplémentaires à son exploitation à certaines conditions. Ces conditions sont les suivantes :

- il s'agit d'une exploitation enregistrée auprès du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation en vertu du *Règlement sur l'enregistrement des exploitations agricoles et sur le remboursement des taxes foncières et des compensations*. L'exploitation compte au moins une unité animale et ses installations sont utilisées par un seul exploitant;
- l'accroissement est réalisé à l'intérieur d'un rayon de 150 mètres de l'installation d'élevage existante;
- le producteur a déclaré sa situation auprès de la municipalité au moyen d'une déclaration assermentée produite avant le 21 juin 2002 dans laquelle il précise son nom, l'adresse du lieu où est située l'unité d'élevage, une description sommaire des installations qui composent cette unité de même que des ouvrages d'entreposage, le nombre maximal d'unités animales pour chaque catégorie ou groupe d'animaux gardés dans cette unité d'élevage au cours des 12 derniers mois ayant précédé le 21 juin 2001 et affirme que cette unité était exploitée à cette date;
- l'épandage du lisier provenant de cette unité d'élevage doit être effectué à l'aide d'une rampe ou, lorsque la topographie du terrain ne permet pas l'usage d'une rampe, par la méthode d'aspersion basse;
- l'ouvrage d'entreposage des lisiers doit être recouvert d'une toiture étant donné qu'il est situé à moins de 550 mètres du périmètre d'urbanisation.

Par ailleurs, aucune norme de distance séparatrice, aucune norme relative aux usages agricoles ni aucune norme établie en vertu du paragraphe 5° de l'article 113 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* n'est opposable au droit de

développement consenti par la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*. Le producteur pourra donc réaliser son projet malgré le contrôle des usages prévu au règlement de zonage.

Ce droit de développement ne dispense toutefois pas le producteur de respecter les exigences de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, et particulièrement le respect du *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole*.